

Rapport
FINANCIER
semestriel



2025-2026

Sommaire

1	RAPPORT D'ACTIVITE	3
1.1	ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE.....	3
1.2	RESULTAT DES DIFFÉRENTES ACTIVITÉS ET SITUATION FINANCIÈRE.....	5
1.3	FINANCEMENT ET ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT	14
1.4	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	16
1.5	PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES	17
1.6	PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES.....	18
2	COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS INTERMÉDIAIRES 2026	19
2.1	BILAN CONSOLIDÉ	19
2.2	RESULTAT CONSOLIDÉ.....	20
2.3	ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	21
2.4	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	22
2.5	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	23
2.6	NOTE ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES	24
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2026	66
4	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL .	69

1 Rapport d'activité

1.1 Événements significatifs du semestre

1.1.1 Annonce du cadre de défense de l'acier européen de la commission européenne

Le 8 octobre 2025, la Commission Européenne a dévoilé les mesures concrètes de son cadre de défense de l'acier européen destiné à lutter contre la concurrence déloyale qui mettait en péril la sidérurgie européenne. Ce mécanisme de protection prend le relai de celui mis en œuvre en 2018, qui s'est avéré inefficace ces dernières années.

L'acier européen accuse une baisse de compétitivité en raison d'un marché distordu par les capacités excédentaires (principalement en Chine), les pratiques de dumping, les subventions illégales, les mesures protectionnistes de certains marchés.

Ce nouveau mécanisme doit permettre de :

- ❑ Réduire significativement les quotas d'importation (-47% environ par rapport à la situation actuelle)
- ❑ Augmenter les droits de douane appliqués aux imports excédentaires (50% contre 25% auparavant)
- ❑ Détecter les mesures de contournement
- ❑ L'objectif de la commission européenne est de limiter les importations à 15% de la consommation européenne pour les aciers plats et aciers inoxydables, et 5% pour les aciers longs.

En avril 2026, les négociateurs du parlement européen et du conseil européen se sont mis d'accord sur un règlement qui doit recevoir l'approbation des deux organes avant son entrée en vigueur prévue le 1^{er} juillet 2026.

1.1.2 Entrée en vigueur du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières

Le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF), également connu sous l'acronyme anglais CBAM (Carbon Border Adjustment Mechanism) est un instrument réglementaire européen qui vise à soumettre les produits importés dans le territoire douanier de l'Union Européenne à une tarification du carbone équivalente à celle appliquée aux industriels européens fabriquant ces produits. L'objectif premier de ce dispositif est de lutter contre les fuites de carbone, dans un contexte de renforcement de l'ambition climatique au niveau européen. De même que les quotas gratuits de CO₂ alloués aux industriels européens diminuent entre 2026 et 2034 (date à laquelle les industriels européens soumis à cette réglementation devront acheter 100% de leurs quotas), le coût du MACF est progressif dans le temps, entre 2026 et 2034. Ce mécanisme, différent de celui des droits de douane, a pour conséquence de renchérir les importations d'acier dans l'Union Européenne. L'intensité du surcoût dépend du mix énergétique de chaque pays producteur. Ce mécanisme dont le chiffrage est complexe a suscité en début d'année un regain d'intérêt pour l'acier européen, dont le coût est connu avec certitude, même si l'ampleur de ce regain est difficile à chiffrer.

1 Rapport d'activité

1.1.3 Contexte géopolitique

Le 28 février 2026, les Etats-Unis et Israël ont débuté une série de frappes militaires contre l'Iran. Cette situation géopolitique dégradée a résulté dans la fermeture du détroit d'Ormuz par lequel transite à peu près 20% de la production mondiale de pétrole et 10% de la production mondiale d'aluminium primaire.

Le prix de ces deux matières premières a fortement augmenté au cours du mois de mars 2026.

Le semestre du Groupe se terminant le 31 mars 2026, les impacts de ce conflit sont très limités :

- ❑ Augmentation de la dépense de carburant et autres produits pétroliers consommés en mars : 0,9 M€
- ❑ Augmentation du prix des contrats d'aluminium primaire vendus en mars 2026, dont l'impact se traduira majoritairement sur le chiffre d'affaires du second semestre

1.1.4 Montée en puissance de nouvelles lignes de tri spécialisées

Sur le semestre écoulé, trois lignes de production démarrées à la fin de l'exercice précédent sont montées en puissance :

- ❑ Une ligne de grenaillage de câbles cuivre à Mejorada del Campo (Espagne). Elle a vocation à traiter principalement des câbles issus de l'ancien réseau téléphonique. A la fin du semestre, son fonctionnement est nominal.
- ❑ - Une ligne de broyage de compresseurs de réfrigérateurs et moteurs électriques sur le site de Saint-Saulve (59) : ces produits étaient auparavant exportés. Désormais, la valeur ajoutée est conservée en Europe, et le cuivre récupéré est valorisé dans des étapes de tri ultérieures ;
- ❑ Une ligne de traitement de ballons d'eau chaude à Bonneuil sur Marne. La montée en cadence a été plus lente qu'escompté à cause de problématiques de production (beaucoup de calcaire dans les ballons). A la fin du semestre écoulé, la production mensuelle est de l'ordre de 75% du niveau escompté. Deux lignes de production, fournies par un équipementier différent, doivent entrer en production au second semestre.

1 Rapport d'activité

1.2 Résultat des différentes activités et situation financière

1.2.1 Les comptes du Groupe

<i>En millions d'euros</i>	2026 6 mois	2025 6 mois	Variation	Variation %
Chiffre d'affaires	1 829,8	1 698,0	131,8	+7,8 %
Ebitda courant ⁽¹⁾	177,8	162,1	15,7	+9,7 %
<i>en % du CA</i>	9,7 %	9,5 %		
Résultat opérationnel courant ⁽²⁾	98,4	80,0	18,4	23,0 %
<i>en % du CA</i>	5,4 %	4,7 %		
Frais préparatoires projet d'acquisition Scholz Recycling	(0,4)			
Résultat de cession de participations		0,1		
Résultat opérationnel	98,0	80,1	17,9	22,3 %
Frais financiers nets	(1,3)	(17,6)		
Juste valeur des instruments	0,2	2,2		
Gains et pertes de change et autres	2,5	(1,6)		
Résultat avant impôt	99,4	63,0	36,4	57,7 %
Impôts sur les bénéfices	(35,4)	(19,9)		
Part de résultat des sociétés mises en équivalence	10,2	20,9		
Résultat net des activités poursuivies	74,2	64,0	10,2	15,9 %
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession		0,0		
Résultat net de l'ensemble consolidé	74,2	64,0	10,2	15,9 %
Revenant aux actionnaires de la Société	73,5	63,2	10,3	16,3 %
Revenant aux minoritaires	0,7	0,8		

(1) Ebitda courant = Résultat opérationnel courant + dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles nette de reprise

(2) Résultat opérationnel courant = résultat opérationnel +/- produits et charges à caractère non récurrent

Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé du semestre s'élève à 1,83 milliard d'euros, en progression de 7,8% par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre de l'exercice précédent. Cette progression provient de la division Recyclage (+7,9%), et de la division Services aux Collectivités (+5,8%).

EBITDA courant

L'EBITDA courant du premier semestre s'élève à 177,8 M€, en augmentation de 9,7% par rapport à l'an passé. Les volumes progressent, tant pour les ferrailles (+2,2%) que pour les métaux non-ferreux (+4,4%) et la marge unitaire moyenne progresse, tandis que les augmentations de coûts sont très largement contenues.

L'EBITDA courant du groupe Derichebourg sur 12 mois glissants s'élève à 335,2 M€.

Résultat opérationnel courant

1 Rapport d'activité

Après prise en compte de 80,0 M€ de dotation aux amortissements sur le semestre, le résultat opérationnel courant s'élève à 98,4 M€, en augmentation de 23,0% par rapport au premier semestre de l'an passé.

Résultat opérationnel

Le premier semestre enregistre 0,4 M€ de dépenses non courantes relatives aux études préliminaires du dossier Scholz Recycling.

Le résultat opérationnel s'élève à 98,0 M€ en progression de 22,3% par rapport à l'an passé.

Frais financiers nets

Sur le semestre, les frais financiers nets constituent une charge de 1,3 M€, qui tient compte d'une plus-value sur valeurs mobilières de placement de 21,6 M€.

Résultat avant impôt

Après prise en compte de 1,3 M€ de frais financiers détaillés ci-avant, et d'autres produits et charges financiers pour 2,7 M€, le résultat avant impôt du Groupe s'élève à 99,4 M€, en progression de 57,7 % par rapport à l'an passé.

Part de résultat des sociétés mises en équivalence

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (+10,2 M€) correspond à hauteur de +10,1 M€ à la quote-part de résultat net d'Elior Group sur le semestre (ce montant était de +20,7 M€ au premier semestre 2025). L'écart par rapport à l'an dernier s'explique pour l'essentiel par la comptabilisation des conséquences d'un différend commercial avec un client d'Elior Group en Italie. Au 31 mars 2026, Elior Group est détenue à 48,17% par Derichebourg SA. Des détails sur la performance financière d'Elior Group sont fournis au paragraphe 1.2.5 du présent document.

Résultat net des activités poursuivies

Après prise en compte d'une charge d'impôt sur les sociétés de 35,4 M€, faisant ressortir un taux effectif d'imposition de 35,6%, et de la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence, le résultat net des activités poursuivies s'élève à 74,2 M€, en hausse de 15,9% par rapport à l'an passé.

Résultat net de l'ensemble consolidé

Le résultat net de l'ensemble consolidé est de 74,2 M€ pour le premier semestre de l'exercice 2025-2026. Il revient à hauteur de 73,5 M€ aux actionnaires de Derichebourg (+16,3% par rapport à l'an passé).

1 Rapport d'activité

1.2.2 Activité Recyclage

<i>En millions d'euros</i>	2026 6 mois	2025 6 mois	Variation	Variation %
Chiffre d'affaires	1 734,5	1 607,8	126,7	+7,9 %
Ebitda courant	158,4	143,0	15,4	+10,7 %
<i>en % du CA</i>	9,1 %	8,9 %		
Résultat opérationnel courant	88,2	71,0	17,2	24,1 %
<i>en % du CA</i>	5,1 %	4,4 %		
Résultat opérationnel	88,2	71,0	17,2	24,1 %

La contribution de l'activité Recyclage au chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 1 734,5 M€, en hausse de 7,9% par rapport à l'exercice précédent.

A taux de change constants, la variation est de 8,1%.

Les volumes traités et le chiffre d'affaires évoluent comme suit :

<i>En milliers de tonnes</i>	2026 6 mois	2025 6 mois	Variation	Var %
Ferrailles	2 127,7	2 082,8	44,9	+2,2 %
Métaux non ferreux	357,1	342,1	15,0	+4,4 %
Total volumes	2 484,8	2 424,9	59,9	+2,5 %

<i>En millions d'euros</i>	2026 6 mois	2025 6 mois	Variation	Var %
Ferrailles	649,9	684,6	(34,7)	(5,1 %)
Métaux non ferreux	1 006,5	841,5	165,0	19,6 %
Prestations	78,1	81,7	(3,6)	(4,3 %)
Total chiffre d'affaires Recyclage	1 734,5	1 607,8	126,7	+7,9 %

Ferrailles

Les volumes de ferrailles commercialisées sur le semestre s'inscrivent en progression de 2,2%.

La production d'acier est demeurée relativement basse en Europe sur le semestre. Un frémissement de la demande de la part des aciéries électriques est toutefois constaté depuis le mois de janvier 2026 avec l'entrée en vigueur du mécanisme MACF (Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières). Devant la complexité du calcul et l'incertitude des sommes à payer relatives aux importations, certains clients des aciéristes ont privilégié des commandes européennes. L'entrée en vigueur prévisible de mesures de protection de l'acier européen donne également un peu d'optimisme au marché.

La production d'acier en Turquie a davantage contribué à la demande de ferrailles que sur l'exercice précédent, puisque la production d'acier y a progressé de 6% sur le semestre.

Le prix moyen des ferrailles commercialisées par le Groupe se situe à 305,4 €, en retrait de 7,1 % par rapport au premier semestre de l'an passé. A noter que le point bas du prix des ferrailles vendues a été enregistré au mois d'octobre 2025, et qu'il remonte légèrement depuis.

Au total, le CA semestriel de l'activité Ferrailles s'établit à 649,9 M€, en retrait de 5,1%.

1 Rapport d'activité

Métaux non ferreux

Les volumes de métaux non ferreux (MNF) commercialisés par le Groupe sont en augmentation de 4,4 % par rapport à l'an passé.

Les tendances sont différentes en fonction des métaux :

- ❑ Aluminiums : les volumes vendus (hors lingots) progressent de 10%, alors que les ventes de lingots d'aluminium sont en retrait de 15% sous le double effet d'une faible demande du marché automobile et d'une situation de marché où il est plus rentable d'exporter du *zorba* (étape de tri intermédiaire) que de produire des lingots.
- ❑ Cuivreux (incluant laiton) : la demande est restée forte, avec des volumes vendus supérieurs de 17% à ceux de l'an passé
- ❑ Inox : +6% avec une très légère reprise du marché
- ❑ Plomb : -4%, dans un marché fortement dépendant du secteur automobile auquel s'ajoutent les difficultés de vendre les produits intermédiaires

Au global, le prix moyen des MNF vendus est supérieur de 14,6% à ceux de l'an passé, tiré par la forte progression du prix du cuivre (+20 %) si bien que le chiffre d'affaires de l'activité MNF est en progression de 19,6% à 1 006,5 M€.

Prestations

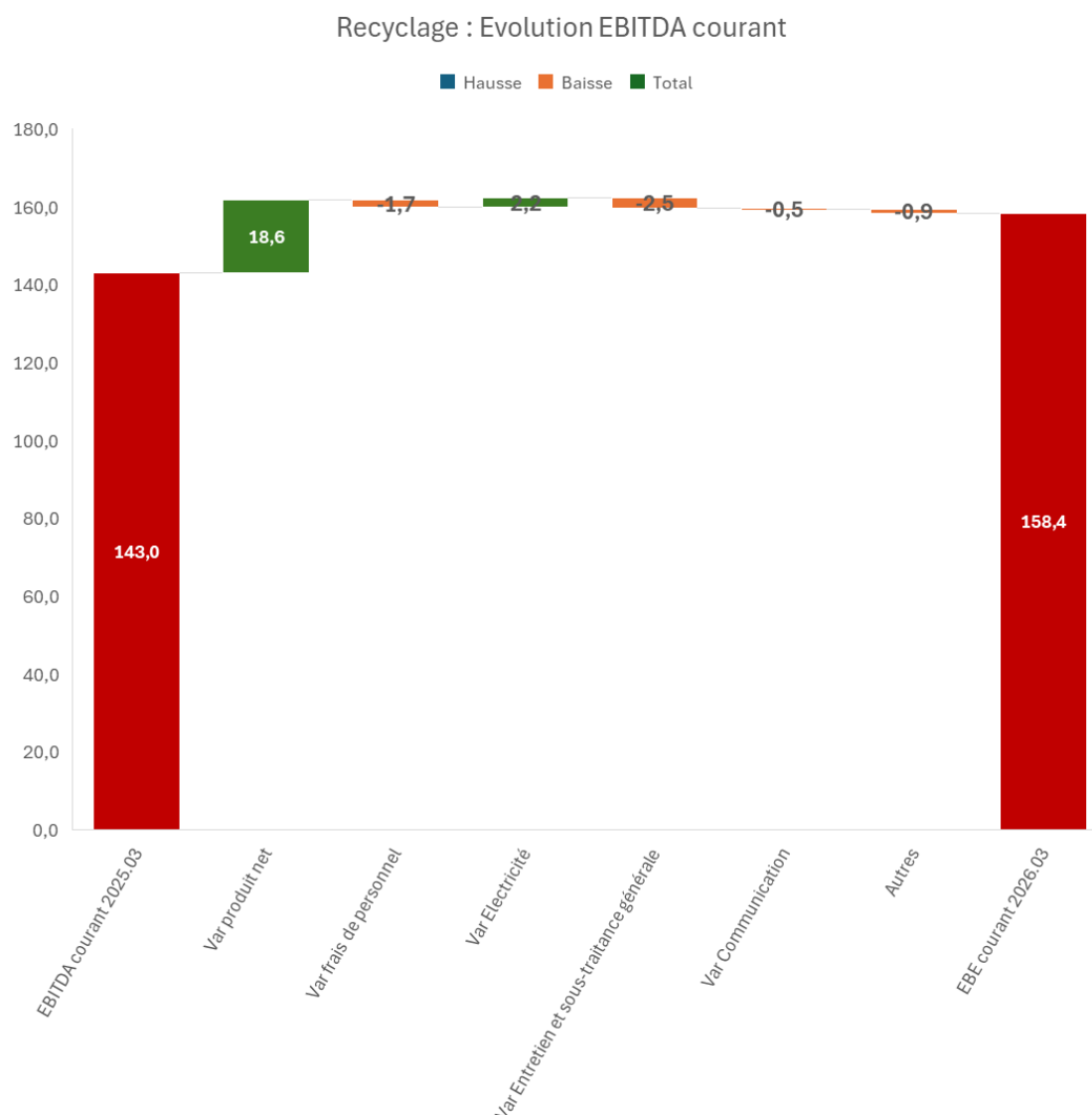
Le chiffre d'affaires de l'activité Prestations est en baisse de 4,3%. Le recul du chiffre d'affaires provient d'une baisse des prestations relatives aux papiers-cartons, aux DEEE.

EBITDA courant

Dans le contexte décrit précédemment, l'EBITDA courant de l'activité Recyclage progresse de 143,0 M€ à 158,4 M€, soit +15,4 M€ ou +10,7%.

1 Rapport d'activité

L'évolution de l'EBITDA courant de l'activité Recyclage s'explique comme suit :



L'augmentation du produit net provient à la fois d'une augmentation des volumes vendus (+2.2% pour les ferrailles et +4.4 % pour les métaux non ferreux) et d'une progression de la marge commerciale unitaire sur les métaux non ferreux dans un contexte de hausse des prix moyens.

Les économies d'électricité sont liées à un effet de base (prise en compte d'un tarif élevé pour la période Octobre 2024-Décembre 2024) et ne devraient pas se reproduire avec la même ampleur au second semestre.

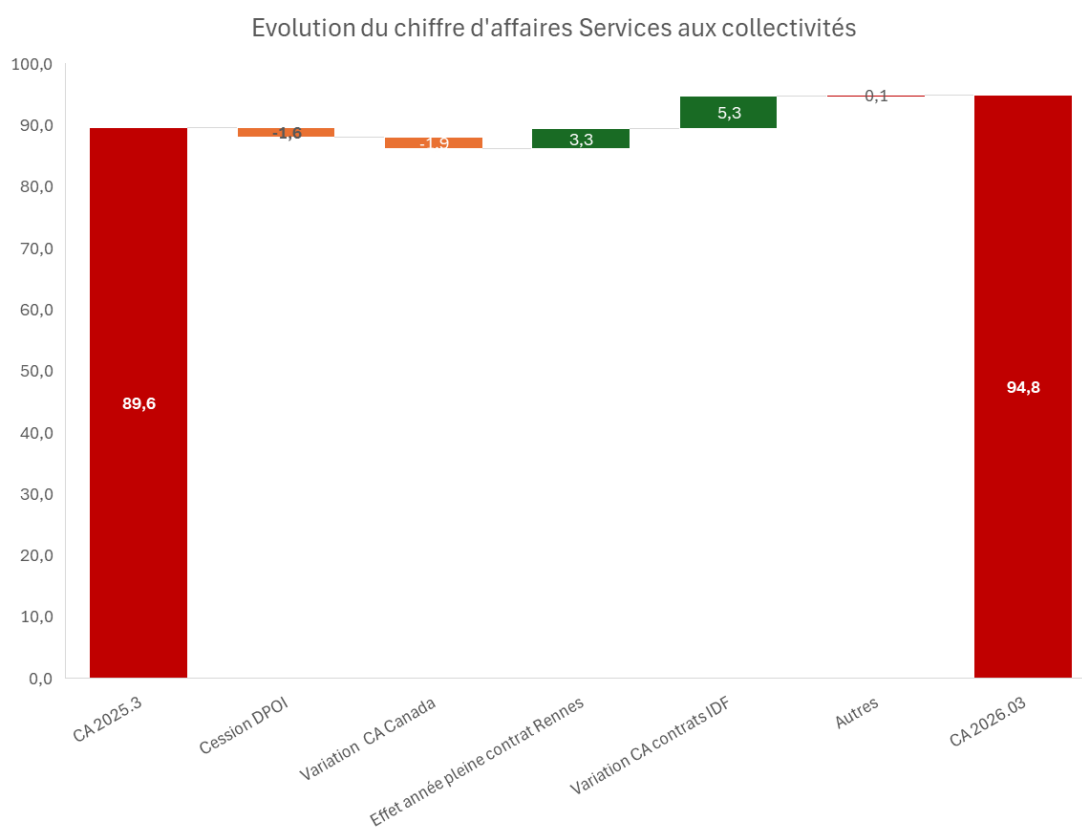
Les autres variations sont d'ampleur limitée et témoignent d'une bonne maîtrise des coûts.

1 Rapport d'activité

1.2.3 Activité Services aux collectivités

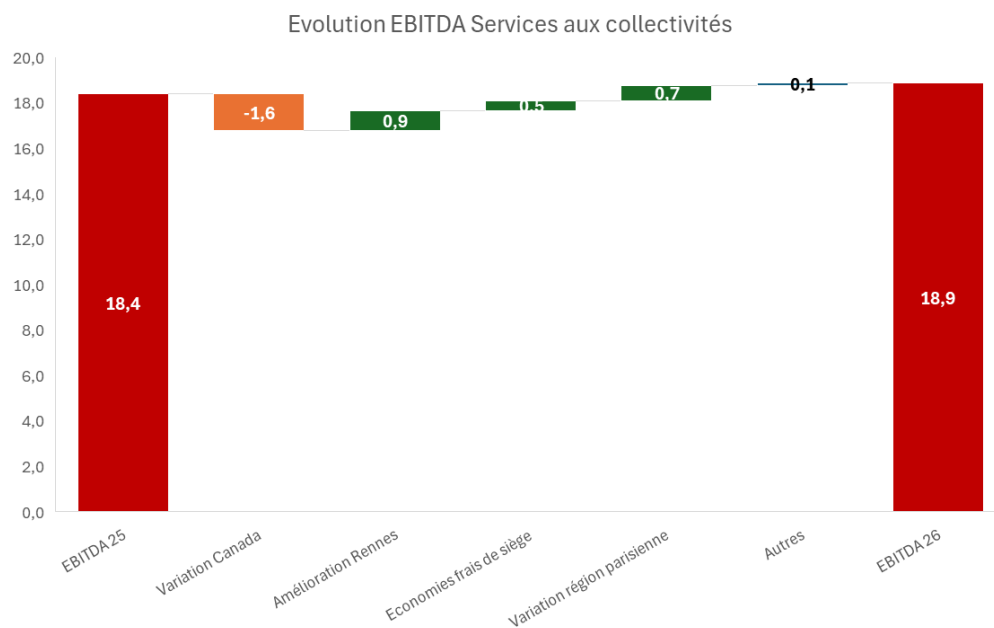
<i>En millions d'euros</i>	2026 6 mois	2025 6 mois	Variation	Variation %
Chiffre d'affaires	94,8	89,6	5,2	5,8 %
Ebitda courant	18,9	18,4	0,5	2,7 %
<i>en % du CA</i>	19,9 %	20,5 %		
Résultat opérationnel courant	10,1	10,3	(0,2)	(1,8 %)
<i>en % du CA</i>	10,6 %	11,5 %		
Résultat opérationnel	10,1	10,3	(0,2)	(1,8 %)

Le chiffre d'affaires est en progression de 5,8% sur le semestre. Le tableau suivant détaille l'évolution du chiffre d'affaires :



1 Rapport d'activité

L'EBITDA courant progresse de 0,5 M€ et passe de 18,4 M€ à 18,9 M€.



L'EBITDA progresse dans la région Ile de France. Au Canada, il baisse sous l'effet d'une diminution du recours à la sous-traitance. Au total il s'améliore de 0,5 M€.

Au global, le taux d'EBITDA courant demeure voisin de 20%.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 10,1 M€ sur le semestre, très voisin de celui de l'an dernier (10,3 M€).

1 Rapport d'activité

1.2.4 Activité Holding

<i>En millions d'euros</i>	2026 6 mois	2025 6 mois	Variation	Variation %
Chiffre d'affaires	0,5	0,6	(0,1)	(21,9 %)
Ebitda courant	0,6	0,6	(0,1)	(10,9 %)
<i>en % du CA</i>	<i>na</i>	<i>na</i>		
Résultat opérationnel courant	0,2	(1,2)	1,4	(113,6 %)
<i>en % du CA</i>	<i>na</i>	<i>na</i>		
Frais préparatoires projet d'acquisition Scholz Recycling	(0,4)			
Résultat opérationnel	(0,3)	(1,2)	0,9	(77,3 %)

1.2.5 Point sur les résultats d'Elior Group

Au 31 mars 2026, Derichebourg SA détient 48,17% du capital d'Elior Group. Après analyse de l'accord de gouvernance signé le 18 avril 2023, Derichebourg a conclu qu'il ne disposait pas du contrôle sur Elior Group au sens de la norme IFRS 10. En conséquence, le mode de consolidation approprié est la mise en équivalence.

Elior Group a publié ses comptes semestriels le 20 mai 2026. Le lecteur est invité à se reporter à la communication d'Elior Group pour une information exhaustive sur la performance financière d'Elior.

Le chiffre d'affaires des activités poursuivies du Groupe s'élève à 3 179 millions d'euros pour le premier semestre de l'exercice 2025-2026, contre 3 213 millions d'euros sur la même période de l'année précédente. Ce recul de 1,1% reflète une croissance organique de +1,3 %, un effet de change de -2,6 % et une variation de périmètre de +0,2 %.

En Restauration Collective, le chiffre d'affaires s'élève à 2 320 millions d'euros pour le premier semestre de l'exercice 2025-2026, contre 2 373 millions d'euros il y a un an, soit une baisse de 2.3% %. Celle-ci se décompose de la manière suivante : croissance organique de +0,9 %, variation de périmètre de +0,3 %, et écart de change de -3.5 %.

Dans les Multiservices, le chiffre d'affaires atteint 856 millions d'euros, contre 833 millions d'euros un an plus tôt, soit une augmentation de 23 millions d'euros. Celle-ci reflète une croissance organique de -2,6 % et une variation de périmètre 0,3%.

L'EBITA ajusté¹ consolidé des activités poursuivies du Groupe pour le premier semestre de l'exercice 2025-2026 est de 95 millions d'euros, comparé à 132 millions d'euros sur la même période l'an passé. Le taux de marge d'EBITA ajusté ressort à 3,0 % contre 4,1 % pour le premier semestre de l'exercice précédent. Hors impact exceptionnel lié à un différend tarifaire avec un client entraînant la comptabilisation d'une provision pour perte à terminaison, le taux d'EBITA ajusté est de 3,9%, soit un recul limité à 20 points de base.

¹ EBITA ajusté : résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées retraité de la charge des options de souscription ou d'achat d'actions et des actions de performance attribuées par les sociétés du groupe Elior Group ainsi que des dotations nettes sur actifs incorporels reconnus en consolidation.

1 Rapport d'activité

En Restauration Collective, l'EBITA ajusté est de 87 millions d'euros, contre 124 millions d'euros un an plus tôt. Le taux de marge d'EBITA ajusté ressort à 3,8 %, comparé à 5,2 % un an plus tôt. Hors impact du contentieux tarifaire et d'une provision pour perte à terminaison sur un contrat italien, le taux d'EBITA ajusté ressort à 5%, très proche du taux de 5,2% du semestre comparable de l'an passé.

Dans les Multiservices, l'EBITA ajusté est de 21 millions d'euros, en hausse de 4 millions par rapport à l'an passé. Le taux de marge d'EBITA ajusté ressort à 2,5 %, en hausse de 50 points de base par rapport à l'an passé.

Pour Corporate et autres, l'EBITA ajusté représente une charge de -13 millions d'euros, contre une charge de -9 millions d'euros sur le premier semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel courant des activités poursuivies pour le premier semestre de l'exercice 2025-2026 est de 83 millions d'euros, contre 119 millions d'euros un an plus tôt.

Les charges opérationnelles nettes non courantes s'élèvent à -2 millions d'euros, contre -6 millions un an plus tôt.

Le résultat financier correspond à une charge de -50 millions d'euros, contre - 52 millions d'euros l'an passé.

L'impôt sur les résultats fait ressortir une charge de -10 millions d'euros contre -18 millions d'euros l'an passé.

Compte-tenu des éléments ci-dessus, le résultat net part du Groupe fait apparaître un gain de 21 millions d'euros, contre un gain de 43 millions d'euros sur la même période de l'année précédente. La contribution d'Elior Group à la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence du groupe Derichebourg est de +10,1 M€ (+20,7 M€ l'an passé). Hors impact lié au contentieux tarifaire et à la perte à terminaison sur un contrat italien, le résultat net du semestre aurait été légèrement supérieur à celui de l'an passé.

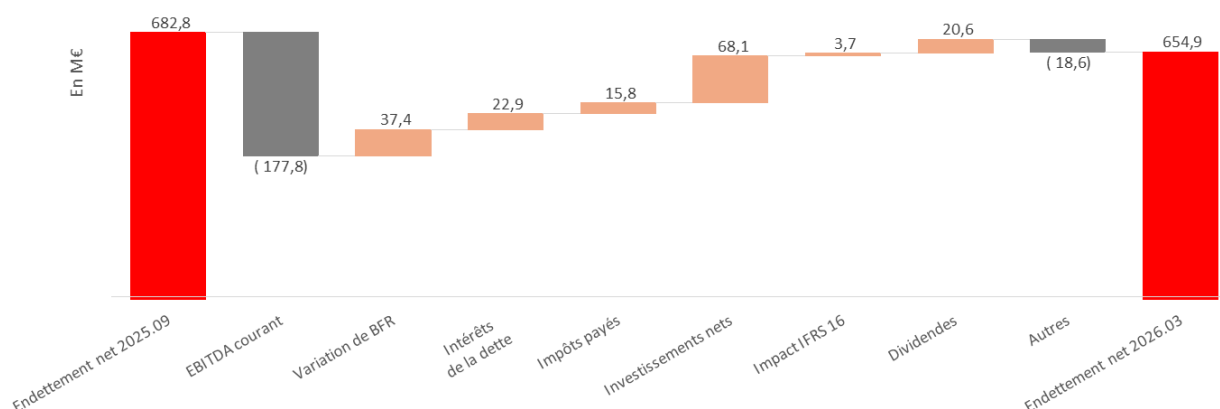
L'endettement financier net s'établit à 1 182 millions d'euros au 31 mars 2026, contre 1 125 millions d'euros au 30 septembre 2025.

Le ratio de levier d'endettement (dette nette / EBITDA) tel que calculé dans le cadre du test réalisé par les créanciers du Groupe s'établit à 3,6x au 31 mars 2026.

1 Rapport d'activité

1.3 Financement et évolution de l'endettement

L'endettement financier net du Groupe Derichebourg évolue comme suit sur le semestre :



L'endettement financier net est en réduction de 27,9 M€ sur le semestre, malgré le paiement d'un dividende de 20,6 M€ au titre du résultat de l'exercice précédent.

L'EBITDA courant a été réinvesti à hauteur de 40% dans l'outil industriel, avec une composante importante d'investissements de développement. Les investissements de développement se sont poursuivis avec la construction de deux lignes de traitement de ballons d'eau chaude à Saint Romain en Gal (69) et Cheminot (57).

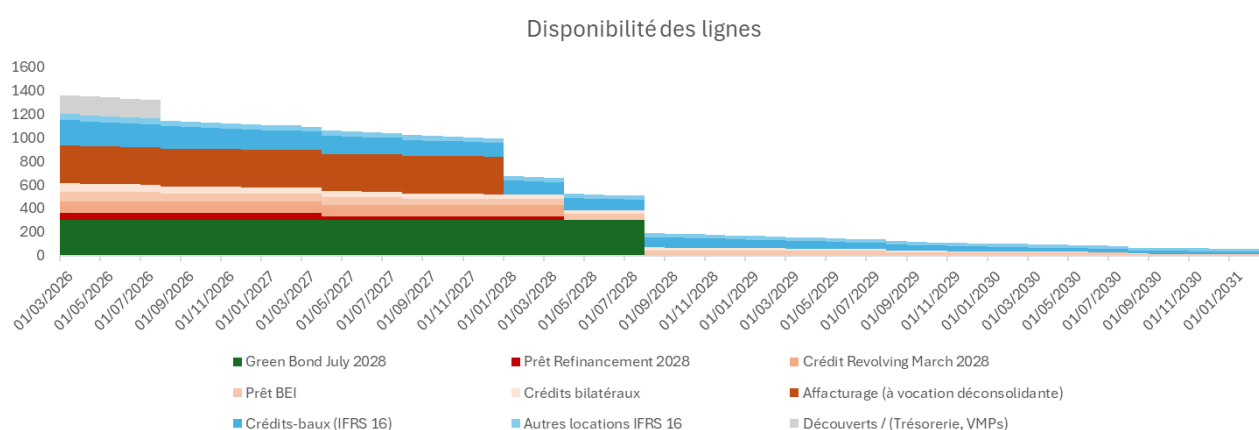
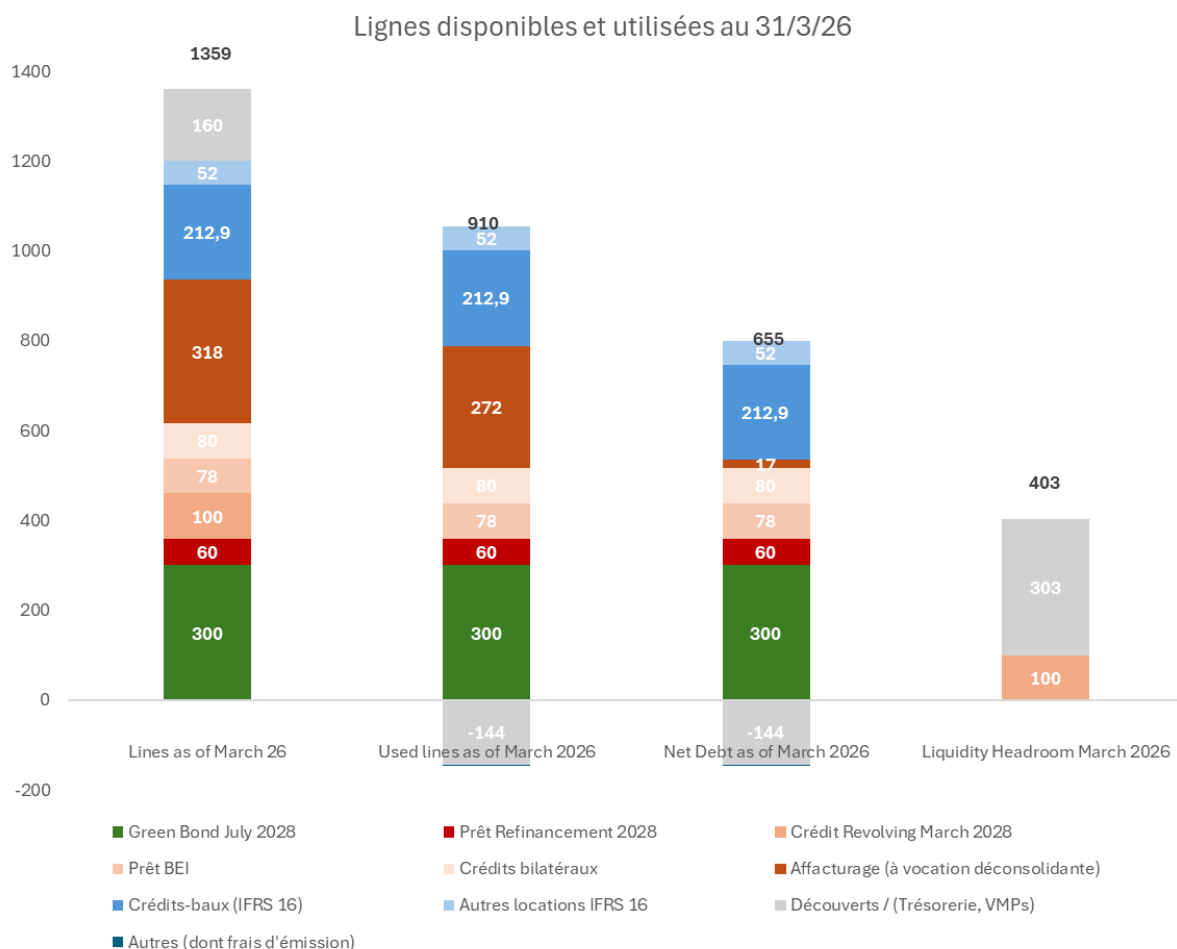
Sur le semestre, le besoin en fonds de roulement augmente de 37,4 M€ par rapport au 30 septembre 2025. Le BFR à fin mars est en général supérieur à celui à fin septembre. Au cas particulier du mois de mars, les stocks de métaux non-ferreux sont plus élevés qu'en septembre 2025 (+50 M€). Cette hausse s'explique en partie par le fort niveau d'activité de lignes qui traitent des produits chers (lignes de broyage de câbles cuivre), ainsi que par la hausse du prix unitaire des métaux non-ferreux, notamment l'aluminium sur le mois de mars 2026.

La ligne « Autres » inclut la plus-value sur valeurs mobilières de placement pour 21,6 M€.

Le ratio de levier s'établit à 1,95 au 31 mars 2026.

1 Rapport d'activité

Les différentes sources de financement dont dispose le Groupe, ainsi que leur plan d'amortissement figurent dans les deux graphiques ci-dessous :



1 Rapport d'activité

1.4 Événements postérieurs à la clôture

La société a annoncé le 5 mai 2026 la signature d'un contrat engageant pour l'acquisition de 100 % du capital du groupe Scholz Recycling (« Scholz »). Cette opération stratégique s'inscrit dans la stratégie de croissance du Groupe à l'international visant à consolider son positionnement de leader dans le recyclage de déchets métalliques au niveau mondial

Fondé en 1872, Scholz Recycling est l'un des acteurs majeurs du recyclage de métaux en Europe. Avec un chiffre d'affaires de 1,6 milliard d'euros en 2025, le groupe dispose d'un ancrage industriel historique en Allemagne, ainsi qu'en République Tchèque, Pologne, Slovaquie, et au travers de joint-ventures en Autriche et en Roumanie. Il a commercialisé plus de 3 millions de tonnes de métaux ferreux recyclés de métaux non-ferreux, et papiers, cartons et plastiques en 2025. Le groupe Scholz emploie plus de 3.500 collaborateurs et exploite plus de 180 sites au total, en incluant les joint-ventures.

Cette acquisition permettrait à Derichebourg de :

- ❑ Gagner en dimension opérationnelle en intégrant un réseau de plus de 100 centres de recyclage (180 en incluant les joint-ventures) situés sur des territoires sur lesquels le groupe Derichebourg n'est actuellement pas ou peu présent.
- ❑ Accompagner la décarbonation de l'industrie sidérurgique en Europe pour répondre à la demande croissante des aciéristes européens qui vont remplacer dans les prochaines années leurs haut-fourneaux historiques par des fours à arc électrique, grands consommateurs de ferrailles de haute qualité.
- ❑ Optimiser l'efficacité opérationnelle grâce à des activités logistiques et commerciales complémentaires en Europe.

L'acquisition intervient à l'issue d'un appel d'offres compétitif mené par des mandataires indépendants (Receivers). Ce processus a été déclenché à la suite de l'activation de sûretés au niveau de la holding de tête de Scholz Recycling (Chiho Environmental Group Limited). Derichebourg tient à préciser les points suivants :

1. Solidité opérationnelle de la cible : Scholz Recycling est une société strictement in bonis, dotée d'une gouvernance autonome et d'une structure financière saine. Son activité est préservée des difficultés de Chiho.
2. L'opération, ouverte à la concurrence, se réalise à des conditions de marché. Le choix de Derichebourg comme meilleur enchérisseur reflète la force de son bilan financier, la pertinence de son positionnement commercial et de sa stratégie industrielle.

La transaction est soumise à la réalisation de conditions suspensives usuelles en la matière incluant les autorisations au titre du contrôle des concentrations et des investissements étrangers.

La réalisation définitive de l'opération devrait intervenir au second semestre 2026.

Il convient de mentionner que, même si le groupe cherchera à conclure rapidement la transaction, Chiho conserve la faculté, jusqu'à la réalisation définitive de l'opération, de désintéresser les créanciers gagistes pour obtenir la mainlevée des sûretés, comme c'est la règle dans les processus de mise en jeu des sûretés et de nomination des « receivers ».

1 Rapport d'activité

Conformément aux engagements de confidentialité inhérents au processus compétitif mené par les Receivers, le montant de la transaction n'est pas rendu public.

L'opération sera intégralement financée par les ressources de trésorerie existantes et les lignes de crédit confirmées de Derichebourg (financement bridge loan assuré par BNP Paribas).

Le Groupe souligne que cette opération :

- ❑ Préserve un bilan solide au groupe : Le ratio d'endettement restera en deçà des limites prudentielles du Groupe.
- ❑ Est créatrice de valeur : Répondant aux critères de rentabilité interne, l'acquisition devrait être relative sur le bénéfice net par action (BNPA) à moyen terme, grâce à au développement de Scholz et aux synergies identifiées.

1.5 Principaux risques et incertitudes

1.5.1 Perspectives

Les facteurs d'augmentation de l'EBITDA évoqués lors de la présentation des résultats annuels 2025 se sont concrétisés sur le semestre : remontée progressive des volumes de ferrailles grâce au soutien réglementaire, arrêt de la tendance baissière prix des ferrailles ce qui constitue un élément positif pour les marges unitaires, contribution des nouvelles lignes de production. Par ailleurs, la hausse du prix du cuivre a favorisé le chiffre d'affaires du semestre.

Le second semestre débute dans une dynamique globalement comparable à celle du premier semestre :

- ❑ L'activité propre du groupe se porte bien : les volumes traités demeurent orientés positivement par rapport à l'an passé, les marges unitaires sont soutenues par des prix croissants et élevés pour les métaux non-ferreux, les frais sont maîtrisés. La demande en ferrailles devrait être encore meilleure sur la fin de l'exercice avec l'instauration au mois de juillet 2026 de quotas plus restrictifs, et de nouveaux droits de douane dans l'Union Européenne. Enfin, deux nouvelles lignes de traitement de ballons d'eau chaude et une ligne de traitement de câbles cuivre devraient entrer en production au second semestre
- ❑ Le groupe reste néanmoins attentif à l'évolution du contexte géopolitique, à la situation géopolitique au Moyen-Orient, avec une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz qui entraîne une consommation des stocks de produits pétroliers et fait craindre un retour de l'inflation qui pourrait se propager à l'ensemble de l'économie, alors qu'elle est pour l'instant cantonnée aux produits pétroliers.

Compte tenu des résultats du premier semestre et de certaines difficultés rencontrées au cours du second semestre de l'exercice passé, le groupe estime que son EBITDA courant se situera à la fin de l'exercice dans une fourchette comprise entre 350 et 370 M€.

Le groupe travaillera également à finaliser l'acquisition de Scholz Recycling et à préparer son intégration.

.

1 Rapport d'activité

1.5.2 Facteurs de risque et incertitudes

Le lecteur est par ailleurs invité à se référer aux développements du document d'enregistrement universel 2024-2025 relatif aux risques (section 2.1, pages 46 à 54), ainsi qu'à ceux de l'annexe aux comptes consolidés au 31 mars 2026 (note 4.27 Litiges significatifs).

1.6 Principales transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont décrites dans le paragraphe 4.6 du document d'enregistrement universel 2024-2025.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

2.1 Bilan consolidé

Actif	Note		
(En millions d'euros)	annexe	31-03-26	30-09-25
Écarts d'acquisition	4.1	278,1	277,3
Immobilisations incorporelles	4.1	2,6	2,2
Immobilisations corporelles	4.2	848,4	825,7
Droits d'utilisation	4.2	266,2	294,1
Actifs financiers	4.3	6,0	5,9
Participations dans les entreprises associées et les co-entreprises	4.4	431,8	426,0
Impôts différés	4.23	15,5	15,4
Autres actifs	4.5	-	-
Total actifs non courants		1 848,6	1 846,6
Stocks et en-cours	4.6	231,2	181,9
Créances clients	4.7	342,2	287,4
Créances d'impôt	4.7	2,0	0,8
Autres actifs	4.7	89,0	74,9
Actifs financiers	4.7	17,0	13,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.8	202,1	163,3
Instruments financiers	4.12	1,2	0,2
Total actifs courants		884,7	721,5
Total actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	4.24	-	-
Total actif		2 733,3	2 568,1

Passif	Note		
(En millions d'euros)	annexe	31-03-26	30-09-25
Capital social	4.9	39,8	39,8
Primes liées au capital		-	-
Actions propres		(5,1)	(3,2)
Réserves		1 067,2	961,5
Résultat de l'exercice		73,5	122,0
Capitaux propres Groupe		1 175,4	1 120,1
Intérêts ne conférant pas le contrôle	4.10	5,3	4,3
Total capitaux propres		1 180,7	1 124,4
Emprunts et dettes financières	4.11	642,9	694,9
Provision retraite et avantages similaires	4.13	29,7	28,9
Autres provisions	4.13	22,5	23,7
Impôts différés	4.23	42,5	39,2
Autres passifs	4.16	3,6	3,3
Total passifs non courants		741,2	790,0
Emprunts et dettes financières	4.11	214,0	151,2
Provisions	4.14	7,0	7,7
Fournisseurs	4.15	427,5	351,2
Dettes d'impôts	4.15	30,1	11,9
Autres passifs	4.15	131,4	131,0
Instruments financiers	4.12	1,4	0,7
Total passifs courants		811,4	653,7
Total passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	4.24	-	-
Total passif		2 733,3	2 568,1

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

2.2 Résultat consolidé

(En millions d'euros)	Note annexe	2026 6 mois	2025 6 mois
Chiffre d'affaires	4.17	1 829,8	1 698,0
Autres produits de l'activité		4,8	6,2
Achats consommés		(1 222,6)	(1 128,5)
Charges externes		(262,9)	(245,5)
Charges de personnel	4.29	(156,8)	(153,3)
Impôts et taxes		(18,6)	(18,2)
Dotation aux amortissements		(80,0)	(82,1)
Dotation aux provisions	4.18	(2,8)	(2,8)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		5,3	4,6
Autres charges d'exploitation	4.19	(5,2)	(8,3)
Autres produits d'exploitation	4.19	7,3	9,9
Résultat opérationnel courant		98,4	80,0
Autres charges opérationnelles	4.20	(0,4)	-
Autres produits opérationnels	4.20		-
Résultat sur cessions de participations consolidées	4.21		0,1
Résultat opérationnel		98,0	80,1
Frais financiers nets	4.22	1,0	(17,6)
Gains et pertes de change et autres	4.22	2,7	0,6
Résultat avant impôts		101,7	63,0
Impôts sur les bénéfices	4.23	(35,4)	(19,9)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et les co-entreprises	4.4	10,2	20,9
Résultat net		74,2	64,0
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		74,2	64,0
Revenant :			
▢ aux actionnaires de la société		73,5	63,2
▢ aux intérêts ne conférant pas le contrôle		0,7	0,8
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société (en € par action)	4.25		
▢ de base		0,46	0,40
▢ dilué		0,46	0,40
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société après résultat des activités arrêtées ou cédées (en € par action)			
▢ de base		0,46	0,40
▢ dilué		0,46	0,40

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

2.3 État du résultat global consolidé

(En millions d'euros)	2026 6 mois	2025 6 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé	74,2	64,0
(A) Autres éléments du résultat global provenant de la société mère et de ses filiales		
Écarts de conversion	1,9	1,4
Couverture des flux futurs	1,5	1,1
Impôts sur autres éléments du résultat global recyclables en résultat	(0,2)	(0,2)
Éléments recyclables au compte de résultat provenant de la société mère et de ses filiales	3,3	2,3
Réévaluation du passif au titre des engagements à prestations définies	-	-
Impôts sur autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	-	-
Éléments non recyclables au compte de résultat provenant de la société mère et de ses filiales	-	-
Total des autres éléments du résultat global provenant de la société mère et de ses filiales	3,3	2,3
(B) Part des entreprises associées et des co-entreprises dans les autres éléments du résultat global		
Écarts de conversion	-	0,5
Couverture des flux futurs	1,9	(3,2)
Impôts sur autres éléments du résultat global recyclables en résultat	(0,5)	0,8
Part des entreprises associées et des co-entreprises dans les éléments recyclables au compte de résultat	1,4	(1,9)
Réévaluation du passif au titre des engagements à prestations définies	-	-
Impôts sur autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	-	-
Part des entreprises associées et des co-entreprises dans les éléments non recyclables au compte de résultat	-	-
Total de la part des entreprises associées et des co-entreprises dans les autres éléments du résultat global	1,4	(1,9)
Total des éléments recyclables au compte de résultat	4,7	0,4
Total des éléments non recyclables du résultat global	-	-
Résultat global de la période	78,9	64,4
Dont		
□ part revenant aux actionnaires de la Société	78,2	63,6
□ part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	0,7	0,8

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En millions d'euros)	Note annexe	2026 6 mois	2025 6 mois
Résultat net total consolidé		74,2	64,0
Résultat net consolidé des activités abandonnées ou en cours de cession		-	-
Résultat net consolidé des activités poursuivies		74,2	64,0
Elimination du résultat des entreprises associées et des co-entreprises	4.4	(10,2)	(20,9)
Produits et charges sans incidence sur la trésorerie			
Amortissements et provisions		78,2	82,5
Profits et pertes de juste valeur		1,2	(0,7)
Elimination des résultats de cession		(0,6)	0,1
Elimination des produits de dividendes		-	-
Autres produits et charges sans incidence trésorerie		-	-
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		144,6	125,0
Coût de l'endettement financier net		1,3	17,6
Charge d'impôt	4.23	35,4	19,9
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		179,6	162,6
Variation du BFR lié à l'activité		(37,4)	(40,7)
Impôts versés		(15,8)	(8,1)
Flux de trésorerie d'exploitation générés par les activités abandonnées		-	-
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		126,4	113,8
Incidence des variations de périmètre		(1,5)	0,1
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(58,2)	(47,3)
Acquisition d'actifs financiers		(0,2)	-
Variation des prêts et avances consentis		(4,1)	1,8
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		4,9	2,5
Cession d'actifs financiers		-	-
Dividendes reçus		5,3	-
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées		-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS		(53,7)	(42,9)
Augmentation de capital		-	-
Emission d'emprunts		105,9	27,4
Remboursement d'emprunts		(181,5)	(78,7)
Intérêts financiers nets versés		4,8	(17,1)
Dividendes versés aux actionnaires du Groupe		(20,6)	(20,7)
Dividendes versés aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,8)	(0,0)
Actions propres		(1,9)	(0,3)
Factor	4.11.1.1	3,5	6,9
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées		-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(90,5)	(82,4)
Incidence de la variation des taux de change		(0,0)	(0,3)
Incidence de la variation des taux de change des activités abandonnées		-	-
VARIATION DE LA TRESORERIE		(17,8)	(11,8)
Trésorerie d'ouverture	4.8	161,3	189,5
Trésorerie de clôture	4.8	143,5	177,7
Trésorerie nette reclassée suite à l'application de la norme IFRS 5	4.24	-	-
VARIATION DE LA TRESORERIE		(17,8)	(11,8)

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

2.5 Variation des capitaux propres consolidés

(En millions d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves	Réserves de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total Capitaux Propres
Situation au 30 septembre 2024	39,9	0,8	(0,5)	910,6	5,3	74,8	1 030,9	3,3	1 034,2
Affectation du résultat	-	-	-	74,8	-	(74,8)	0,0	-	0,0
Dividendes versés	-	-	-	(20,7)	-	-	(20,7)	(1,0)	(21,7)
Actions propres	-	-	(0,3)	-	-	-	(0,3)	-	(0,3)
Résultat de l'exercice (part du Groupe)	-	-	-	-	-	63,2	63,2	0,8	64,0
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	(1,6)	1,9	-	0,3	-	0,3
Autres variations	-	-	-	1,0	-	-	1,0	-	1,0
Situation au 31 mars 2025	39,9	0,8	(0,8)	964,1	7,2	63,2	1 074,4	3,1	1 077,5
Affectation du résultat									
Dividendes versés									
Actions propres	(0,1)	(0,8)	(2,4)	(0,3)			(3,6)		(3,6)
Résultat de l'exercice (part du Groupe)						58,8	58,8	1,2	60,0
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				3,3	(6,5)		(3,2)		(3,2)
Autres variations				(6,3)			(6,3)		(6,3)
Situation au 30 septembre 2025	39,8		(3,2)	960,8	0,7	122,0	1 120,1	4,3	1 124,4
Affectation du résultat				122,0		(122,0)	0,0		0,0
Dividendes versés				(20,6)			(20,6)	(0,7)	(21,3)
Actions propres			(1,9)				(1,9)		(1,9)
Résultat de l'exercice (part du Groupe)						73,5	73,5	0,7	74,2
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				2,8	1,9		4,7		4,7
Autres variations				(0,4)			(0,4)	1,0	0,6
Situation au 31 mars 2026	39,8		(5,1)	1 064,6	2,6	75,2	1 175,4	5,3	1 180,7

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

2.6 Note annexe aux comptes consolidés intermédiaires

1	PRÉSENTATION DU GROUPE	25
1.1	IDENTIFICATION DE L'ÉMETTEUR	25
1.2	FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE	25
2	PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	27
2.1	PRINCIPES GÉNÉRAUX	27
2.2	PRINCIPES COMPTABLES, RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION	27
3	ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	28
3.1	ENTRÉES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	28
3.2	VARIATION DU POURCENTAGE DE CONTRÔLE	28
3.3	SORTIES DE PÉRIMÈTRE	28
3.4	RESTRUCTURATION INTERNE	29
4	NOTES ANNEXES	30
4.1	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET ÉCARTS D'ACQUISITION	30
4.2	IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DROITS D'UTILISATIONS	31
4.3	ACTIFS FINANCIERS	32
4.4	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES CO-ENTREPRISES	33
4.5	AUTRES ACTIFS NON COURANTS	35
4.6	STOCKS ET EN-COURS	35
4.7	CRÉANCES CLIENTS, AUTRES CRÉANCES ET ACTIFS FINANCIERS COURANTS	36
4.8	TRESORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRESORERIE	36
4.9	CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	37
4.10	INTÉRÊTS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE	37
4.11	ENDETTEMENT	38
4.12	INSTRUMENTS FINANCIERS	45
4.13	PROVISIONS NON COURANTES ET PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL	51
4.14	PROVISIONS COURANTES	51
4.15	AUTRES PASSIFS COURANTS	51
4.16	AUTRES PASSIFS NON COURANTS	51
4.17	INFORMATIONS SECTORIELLES	52
4.18	DOTATIONS AUX PROVISIONS	54
4.19	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	55
4.20	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	55
4.21	RÉSULTAT SUR CÉSSIONS DE PARTICIPATIONS CONSOLIDÉES	56
4.22	FRAIS FINANCIERS NETS	56
4.23	IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	56
4.24	ACTIVITÉS ARRÊTÉES OU EN COURS DE CÉSSION	58
4.25	RÉSULTAT PAR ACTION	58
4.26	ENGAGEMENTS	59
4.27	LITIGES SIGNIFICATIFS	60
4.28	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	63
4.29	INFORMATIONS SOCIALES	64
4.30	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'EXERCICE	64

1 PRÉSENTATION DU GROUPE

1.1 Identification de l'émetteur

DERICHEBOURG est une société anonyme créée et domiciliée en France, 119, avenue du général Michel Bizot 75012 PARIS. DERICHEBOURG est cotée sur le marché Euronext, compartiment B. Les activités du Groupe sont les suivantes :

- activité Recyclage
- activité Services aux collectivités
- activité Holding

Derichebourg détient au sein d'une SCI immobilière une grande partie de son immobilier d'exploitation.

Les états financiers consolidés pour la période du 1^{er} octobre 2025 au 31 mars 2026, ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Derichebourg SA le 28 mai 2026 et ont fait l'objet d'un examen limité par nos Commissaires aux comptes.

Ils reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros sauf mention contraire. Les montants sont arrondis à la centaine de milliers d'euros la plus proche.

1.2 Faits significatifs de la période

1.2.1 Annonce du cadre de défense de l'acier européen de la commission européenne

Le 8 octobre 2025, la Commission Européenne a dévoilé les mesures concrètes de son cadre de défense de l'acier européen destiné à lutter contre la concurrence déloyale qui mettait en péril la sidérurgie européenne. Ce mécanisme de protection prend le relai de celui mis en œuvre en 2018, qui s'est avéré inefficace ces dernières années.

L'acier européen accuse une baisse de compétitivité en raison d'un marché distordu par les capacités excédentaires (principalement en Chine), les pratiques de dumping, les subventions illégales, les mesures protectionnistes de certains marchés.

Ce nouveau mécanisme doit permettre de :

- ❑ Réduire significativement les quotas d'importation (-47% environ par rapport à la situation actuelle)
- ❑ Augmenter les droits de douane appliqués aux imports excédentaires (50% contre 25% auparavant)
- ❑ Détecter les mesures de contournement
- ❑ L'objectif de la commission européenne est de limiter les importations à 15% de la consommation européenne pour les aciers plats et aciers inoxydables, et 5% pour les aciers longs.

En avril 2026, les négociateurs du parlement européen et du conseil européen se sont mis d'accord sur un règlement qui doit recevoir l'approbation des deux organes avant son entrée en vigueur prévue le 1er juillet 2026.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

1.2.2 Entrée en vigueur du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières

Le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF), également connu sous l'acronyme anglais CBAM (Carbon Border Adjustment Mechanism) est un instrument réglementaire européen qui vise à soumettre les produits importés dans le territoire douanier de l'Union Européenne à une tarification du carbone équivalente à celle appliquée aux industriels européens fabriquant ces produits. L'objectif premier de ce dispositif est de lutter contre les fuites de carbone, dans un contexte de renforcement de l'ambition climatique au niveau européen. De même que les quotas gratuits de CO2 alloués aux industriels européens diminuent entre 2026 et 2034 (date à laquelle les industriels européens soumis à cette réglementation devront acheter 100% de leurs quotas), le coût du MACF est progressif dans le temps, entre 2026 et 2034. Ce mécanisme, différent de celui des droits de douane, a pour conséquence de renchérir les importations d'acier dans l'Union Européenne. L'intensité du surcoût dépend du mix énergétique de chaque pays producteur. Ce mécanisme dont le chiffrage est complexe a suscité en début d'année un regain d'intérêt pour l'acier européen, dont le coût est connu avec certitude, même si l'ampleur de ce regain est difficile à chiffrer.

1.2.3 Contexte géopolitique

Le 28 février 2026, les Etats-Unis et Israël ont débuté une série de frappes militaires contre l'Iran. Cette situation géopolitique dégradée a résulté dans la fermeture du détroit d'Ormuz par lequel transite à peu près 20% de la production mondiale de pétrole et 10% de la production mondiale d'aluminium primaire.

Le prix de ces deux matières premières a fortement augmenté au cours du mois de mars 2026.

Le semestre du Groupe se terminant le 31 mars 2026, les impacts de ce conflit sont très limités :

- ❑ Augmentation de la dépense de carburant et autres produits pétroliers consommés en mars : 0,9 M€
- ❑ Augmentation du prix des contrats d'aluminium primaire vendus en mars 2026, dont l'impact se traduira majoritairement sur le chiffre d'affaires du second semestre

1.2.4 Montée en puissance de nouvelles lignes de tri spécialisées

Sur le semestre écoulé, trois lignes de production démarrées à la fin de l'exercice précédent sont montées en puissance :

- ❑ Une ligne de grenaillage de câbles cuivre à Mejorada del Campo (Espagne). Elle a vocation à traiter principalement des câbles issus de l'ancien réseau téléphonique. A la fin du semestre, son fonctionnement est nominal. ;
- ❑ Une ligne de broyage de compresseurs de réfrigérateurs et moteurs électriques sur le site de Saint-Saulve (59) : ces produits étaient auparavant exportés. Désormais, la valeur ajoutée est conservée en Europe, et le cuivre récupéré est valorisé dans des étapes de tri ultérieures ;
- ❑ Une ligne de traitement de ballons d'eau chaude à Bonneuil sur Marne. La montée en cadence a été plus lente qu'escompté à cause de problématiques de production (beaucoup de calcaire dans les ballons). A la fin du semestre écoulé, la production mensuelle est de l'ordre de 75% du niveau escompté. Deux lignes de production, fournies par un équipementier différent, doivent entrer en production au second semestre.

2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 Principes généraux

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers au 31 mars 2026 du groupe Derichebourg sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32002R1606>), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire ») telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Les règles et méthodes sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2025.

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du groupe Derichebourg au 30 septembre 2025.

Les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés du groupe Derichebourg pour l'exercice clos le 30 septembre 2025 sont disponibles sur demande au siège social de la société situé 119, avenue du général Michel Bizot à Paris ou sur le site internet www.derichebourg.com.

2.1.1 Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et appliquées par le Groupe

Les nouvelles normes, amendements aux normes et interprétations publiés par l'IASB qui ne sont pas encore d'application obligatoire n'ont pas été appliqués par anticipation. Le Groupe n'anticipe pas d'impacts significatifs.

2.2 Principes comptables, règles et méthodes d'évaluation

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels consolidés du 30 septembre 2025. Les principes comptables sont décrits dans le document d'enregistrement universel 2024-2025 aux paragraphes 2.2 et 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

3 ÉVOLUTION DU PERIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1 Entrées dans le périmètre de consolidation

Pôle Recyclage

- ❑ Création de la JV EV LOOP, en partenariat avec la société LG Energy Solution Ltd, le 17 décembre 2025
- ❑ Acquisitions des sociétés CFM Industrie, SCI Burg Didier et Chrystel, et SCI La Brivadoise le 19 décembre 2025 pour respectivement 3,4 M€, 0,5 M€ et 0,2 M€.

Le montant provisoire du goodwill reconnu dans les comptes s'élève à 0,7 M€ au titre de l'acquisition de ces sociétés.

La juste valeur des actifs nets acquis se décomposent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	CFM Industrie	SCI Burg Didier et Chrystel	SCI La Brivadoise	Montant comptabilisé
Immobilisations corporelles	1,5	1,2	0,7	3,4
Autres actifs financiers	-	0,1	-	0,1
Total actifs non courants	1,5	1,3	0,7	3,5
Stocks et en-cours	0,2	-	-	0,2
Créances clients	0,7	-	-	0,7
Autres actifs courants	0,1	-	-	0,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,6	0,1	-	1,7
Total actifs courants	2,6	0,1	-	2,7
Total actifs	4,1	1,4	0,7	6,2
Engagements envers le personnel	0,1	-	-	0,1
Emprunts et dettes financières	0,6	0,6	0,4	1,6
Impôts différés	-	0,1	0,1	0,2
Total passifs non courants	0,7	0,7	0,5	1,9
Emprunts et dettes financières	0,3	-	-	0,3
Dettes fournisseurs	0,1	-	-	0,1
Autres passifs courants	0,3	0,1	0,1	0,5
Total passifs courants	0,7	0,1	0,1	0,9
Total passifs	1,4	0,8	0,6	2,8

- ❑ Transmission universelle de patrimoine de la société SCI Capucin au profit de la société Derichebourg Immobilier le 20 février 2026

3.2 Variation du pourcentage de contrôle

- ❑ Néant

3.3 Sorties de périmètre

Pôle Services aux collectivités

- ❑ Néant

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

3.4 Restructuration interne

Pôle Recyclage

- ▣ Néant

Pôle Services aux collectivités

- ▣ Néant

4 NOTES ANNEXES

4.1 Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

<i>En millions d'euros</i>	30-09-25	Augmen- tations	Dimi- nutions	Variation de périmètre	Écart de change	Autres variations	31-03-26
Écart d'acquisition	301,5	-	-	0,7	0,1	-	302,3
Concessions, brevets, licences	41,6	-	-	0,0	-	-	41,7
Autres immobilisations incorporelles	7,6	0,7	-	-	-	-	8,3
Avances et acomptes versés	-	-	-	-	-	-	-
Total valeurs brutes	350,7	0,7	-	0,7	0,1		352,2
Écart d'acquisition	(24,2)	-	-	-	-	-	(24,2)
Concessions, brevets, licences	(40,4)	(0,2)	-	-	-	-	(40,7)
Autres immobilisations incorporelles	(6,6)	(0,1)	-	-	-	-	(6,6)
Total amortissements	(71,2)	(0,3)	-	-	-	-	(71,5)
Total valeurs nettes	279,5	0,4		0,7	0,1	-	280,7

4.1.1 Variation de périmètre des écarts d'acquisition

<i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Dépréciation	31-03-26
Acquisition de la société CFM Industrie	0,7	-	0,7
Total	0,7	-	0,7

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.1.2 Tests de dépréciation

Le Groupe procède à chaque clôture annuelle à des tests de perte de valeur sur l'ensemble de ses unités génératrices de trésorerie (UGT), selon les modalités décrites dans la note sur les principes comptables § 2.3.6 de l'annexe aux comptes consolidés du document d'enregistrement universel 2024-2025.

Il n'a pas été identifié d'indice de perte de valeur sur les unités génératrices de trésorerie au 31 mars 2026. Aucun test de perte de valeur n'a été réalisé au 31 mars 2026.

4.2 Immobilisations corporelles et droits d'utilisations

4.2.1 Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	30-09-25	Augmen- tations	Dimi- nutions	Variation de périmètre	Autres variations	Écart de change	31-03-26
Terrains	408,6	0,3	-	0,8	(1,1)	0,9	409,5
Constructions	627,4	6,4	(1,1)	1,8	6,3	0,5	641,3
Inst. Techn., matériel & outillage	907,2	12,5	(0,1)	2,1	6,6	2,7	931,0
Autres immobilisations corporelles	238,8	4,0	(5,9)	0,9	1,1	1,0	239,9
Immobilisations corporelles en cours	62,2	31,3	(1,4)	-	(11,1)	0,5	81,6
Avances et acomptes versés	2,1	0,4	-	-	-	-	2,5
Total valeurs brutes	2 246,3	54,9	(8,5)	5,6	1,8	5,6	2 305,8
Terrains	(122,3)	(3,4)	-	-	(0,2)	(0,4)	(126,3)
Constructions	(353,2)	(14,4)	1,6	(0,6)	(0,2)	(0,3)	(367,0)
Inst. Techn. matériel & outillage	(761,8)	(20,6)	1,1	(1,1)	3,7	(2,4)	(781,2)
Autres immobilisations corporelles	(183,3)	(9,3)	5,6	(0,5)	5,2	(0,7)	(182,9)
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-
Total amortissements	(1 420,6)	(47,7)	8,3	(2,2)	8,6	(3,8)	(1 457,4)
Total valeur nettes	825,7	7,2	(0,2)	3,4	10,4	1,9	848,4

4.2.2 Droits d'utilisation

<i>En millions d'euros</i>	30-09-25	Augmen- tations	Dimi- nutions	Variation de périmètre	Autres variations	Écart de change	31-03-26
Terrains, constructions et ensembles immobiliers	106,6	2,3	(2,0)	-	2,3	-	109,2
Matériels et outillages	330,4	9,0	(29,4)	-	(5,7)	0,1	304,4
Autres immobilisations corporelles	99,2	3,8	(17,0)	-	11,9	-	97,9
Immobilisations corporelles encours	11,8	-	-	-	(9,2)	-	2,6
Total valeurs brutes	548,0	15,1	(48,4)	-	(0,7)	0,1	514,1
Terrains, constructions et ensembles immobiliers	(41,1)	(4,4)	1,5	-	(0,0)	-	(44,2)
Matériels et outillages	(152,6)	(19,9)	29,2	-	(7,2)	-	(150,5)
Autres immobilisations corporelles	(60,2)	(7,6)	17,0	-	(2,4)	-	(53,2)
Total amortissements	(253,9)	(32,0)	47,7	-	(9,7)	-	(247,9)
Total valeur nettes	294,1	(16,9)	(0,7)	-	(10,4)	0,1	266,2

La charge de loyer des contrats de location de faible valeur, de courte durée ou de loyers variables, non comptabilisée au bilan, s'élève à 4,8 M€.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.3 Actifs financiers

4.3.1 Variation de l'exercice

<i>En millions d'euros</i>	30-09-25	Augmen- tations	Dimi- nutions	Variation de périmètre	Autres variations	31-03-26
Titres de participation	15,8	-	-	-	-	15,8
Prêts, cautionnements et autres immobilisations financières	6,3	0,3	(0,3)	0,1	-	6,4
Total valeurs brutes	22,1	0,3	(0,3)	0,1	-	22,2
Perte de valeur sur titres	(15,8)	-	-	-	-	(15,8)
Perte de valeur sur prêts, cautionnements et autres créances	(0,4)	-	-	-	-	(0,4)
Total perte de valeur	(16,2)	-	-	-	-	(16,2)
Total valeurs nettes	5,9	0,3	(0,3)	0,1	-	6,0

4.3.2 Actifs financiers non courants par échéance (hors titres de participation)

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	Plus de 1 an	Plus de 5 ans
Prêts, cautionnements et autres immobilisations financières	6,0	1,7	4,3
Total	6,0	1,7	4,3

4.3.3 Titres de participation et créances rattachées à des participations par nature

<i>En millions d'euros</i>	Pays	% détention	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes
Titres de participation					
RECYCLAGE					
EKOR	Turquie	100 %	13,8	(13,8)	0,0 En liquidation
Autres sociétés (moins de 0,1 million d'euros)	France		0,1	(0,1)	0,0
SERVICES AUX COLLECTIVITES					
SAUR DERICHEBOURG AQUA	France	49 %	1,9	(1,9)	-
Total			15,8	(15,8)	0,0

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.4 Participations dans les entreprises associées et les co-entreprises

4.4.1 Par nature

				Quote-part des capitaux propres	
En millions d'euros	Pays	% détention	Quote-part de résultat	31-03-26	30-09-25
ENTREPRISES ASSOCIEES					
ALLO CASSE AUTO	France	48%	-	1,8	1,8
ALSACE DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX	France	35,18%	-	0,2	0,2
ETS BREUIL & FILS	France	49%	-	0,2	0,2
CERNAY ENVIRONNEMENT	France	33,95%	-	1,4	1,4
DAC	France	50%	-	0,8	1,0
DREYFUS	France	42,50%	-	6,4	6,4
ELIOR GROUP ⁽¹⁾	France	48,17%	10,1	419,0	412,8
PERRIN FERS ET METAUX	France	30,30%	-	-	-
CO-ENTREPRISES					
RECUPERACIONES COLOMER	Espagne	50%	0,1	1,1	1,1
ENVIE AFM SUD OUEST	France	50%	-	0,7	1,0
VALERCO	France	50%	0,0	0,2	0,1
Total			10,2	431,8	426,0

(1) Au 30 septembre 2025, Derichebourg avait testé la valeur de sa participation dans Elior, afin de déterminer si sa valeur recouvrable était supérieure à sa valeur comptable. Derichebourg avait mis en œuvre des méthodes usuelles d'évaluation :

- (a) juste valeur, déterminée à partir d'éléments de marché : cours de bourse à la date de l'opération d'apport de la division Multiservices de 3,164 € en avril 2023, comparaison avec des sociétés cotées comparables (multiples d'EBITDA attendus pour 2026, corrélés à la profitabilité des membres de l'échantillon de l'ordre de 7,0 avec déduction de l'endettement financier net) ;
- (b) Valeur d'utilité, déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs, en se fondant sur les hypothèses communiquées par Elior au marché (taux de croissance organique de 3 à 4% pour l'exercice clos le 30 septembre 2026, prévision d'EBIT ajusté d'au moins 3,5 % et 3,7 % du chiffre d'affaires 2026), et faites par Derichebourg pour les années ultérieures : ambition d'EBIT proche de 5% du chiffre d'affaires à horizon 5 ans, investissements de l'ordre de 2% du chiffre d'affaires. Derichebourg a retenu un taux d'actualisation de 10 %.

En conclusion de ce test réalisé au 30 septembre 2025, il n'y avait pas lieu de constater de dépréciation de la valeur figurant dans les comptes.

Le cours de bourse d'Elior Group au 31 mars 2026 s'établit à 2,44 euros. En s'appuyant sur cette valeur, la participation de Derichebourg dans Elior Group s'élèverait à cette date à 298,1 M€.

Les résultats semestriels d'Elior Group ont été publiés le 20 mai 2026. Ils sont une nouvelle fois positifs, et traduisent la résilience des résultats du groupe Elior dans une conjoncture macro-économique adverse. Ils sont affectés par un différend avec un client sur des conditions tarifaires. Ils présentent une croissance organique positive, avec toutefois un décalage du démarrage de certains nouveaux contrats sur le second semestre. La marge d'EBITA ajusté hors éléments exceptionnels est attendue à 3,0% en fin d'année. Fort de ses fondamentaux solides, Elior demeure très confiant dans les perspectives de croissance rentable à moyen terme portée par la bonne dynamique

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

commerciale et le maintien des politiques d'investissement. Dans ce contexte, il n'y pas lieu de constater de dépréciation de la valeur figurant dans les comptes.

Derichebourg s'appuie sur les informations financières publiques d'Elior Group, ayant fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes, pour mettre en équivalence sa participation.

Informations financières résumées d'Elior Group et des co-entreprises du Recyclage

		ELIOR COLOMER	ENVIE AFM SUD OUEST	VALERCO
	Date de clôture des comptes	31-03-26	31-03-26	31-03-26
<i>En millions d'euros</i>	Pays	Espagne	France	France
Situation financière				
Actifs non courants		1,0	2 670	1,9
Actifs courants		2,7	1 093	3,5
Actifs classés comme détenus en vue de la vente		-	-	-
Total actif		3,7	3 763	5,4
Passifs non courants		-	908	0,8
Passifs courants		0,2	2 003	3,2
Passifs classés comme détenus en vue de la vente		-	-	-
Total passif		0,2	2 911	4,0
Actif net		3,5	852	1,4
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires		1,2	3 179	-
Résultat net		0,1	21	-
Tableau de flux de trésorerie				
Flux net de trésorerie généré par l'activité		0,1	76	(0,0)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements		-	(89)	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(0,1)	(93)	(0,6)
dont dividendes reçus par la filiale		-	-	-
Impact des variations des cours de change		-	(1)	-
Impact des changements de méthode		-	-	-
Variation de trésorerie des activités non poursuivies		-	-	-
Trésorerie d'ouverture		0,3	152	0,8
Trésorerie de clôture		0,3	45	(0,2)
Variation de trésorerie		0,0	(107)	(0,6)

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.4.2 Variation de l'exercice

<i>En millions d'euros</i>	30-09-25	Quote-part du résultat net	Dividendes	Écart de change	Autres variations	31-03-26
Participation dans les entreprises associées	426,0	10,2	(5,4)	-	1,0	431,8

4.5 Autres actifs non courants

<i>En millions d'euros</i>	Valeurs brutes au 31-03-26	Provisions	Valeurs nettes au 31-03-26
Autres créances	0,4	(0,4)	-
Total	0,4	(0,4)	-

4.6 Stocks et en-cours

4.6.1 Par nature

<i>En millions d'euros</i>	Valeur brute au 31-03-26	Valeur brute au 30-09-25
Matières premières	4,6	4,7
Autres approvisionnements	23,7	22,3
En-cours	0,0	0,0
Produits intermédiaires et finis	12,6	7,2
Stocks de marchandises	191,2	148,3
TOTAL	232,1	182,6

4.6.2 Variation de l'exercice

<i>En millions d'euros</i>	Valeur nette au 30-09-25	Variations	Variation de périmètre	Autres variations	Écart de change	Variation des dépréciations	Valeur nette au 31-03-26
Matières premières	4,7	(0,1)	-	-	-	-	4,6
Autres approvisionnements	22,1	1,4	-	-	-	-	23,5
En-cours	0,0	-	-	-	-	-	0,0
Produits intermédiaires et finis	7,2	5,3	-	-	-	-	12,6
Stocks de marchandises	147,9	42,5	0,2	-	0,2	(0,2)	190,5
TOTAL	181,9	49,1	0,2	-	0,2	(0,2)	231,2

<i>En millions d'euros</i>	30-09-25	Dotations	Reprises	31-03-26
Dépréciations de stocks	(0,7)	(0,2)	-	(0,9)

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.7 Créances clients, autres créances et actifs financiers courants

En millions d'euros	31-03-26			30-09-25		
	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes
Créances clients	345,5	(3,3)	342,2	290,9	(3,5)	287,4
Créances d'impôt	2,0	-	2,0	0,8	-	0,8
Avances et acomptes versés	26,7	(0,6)	26,1	13,3	(0,6)	12,7
Créances sociales	7,4	-	7,4	1,4	-	1,4
Créances fiscales	37,8	-	37,8	48,5	(0,0)	48,5
Créances diverses	10,8	(3,2)	7,6	7,0	(3,2)	3,8
Charges constatées d'avance	10,1	-	10,1	8,4	-	8,4
Autres actifs courants	92,8	(3,8)	89,0	78,7	(3,8)	74,9
Prêts, dépôts et cautionnements	17,2	(0,2)	17,0	13,2	(0,2)	13,0
Actifs financiers courants	17,2	(0,2)	17,0	13,2	(0,2)	13,0

En millions d'euros	30-09-25	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	31-03-26
Dépréciation clients	(3,5)	(0,1)	0,3	-	(3,3)

4.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Par nature

Les disponibilités sont constituées de valeurs mobilières de placement, de soldes débiteurs de banque et de caisse.

En millions d'euros	Valeur brute au 31-03-26	Provisions	Valeur nette au 31-03-26	Valeur nette au 30-09-25
Valeurs mobilières de placement	4,8	-	4,8	60,7
Disponibilités	197,3	-	197,3	102,6
Total	202,1	-	202,1	163,3

En millions d'euros	Valeur nette au 31-03-26	Valeur nette au 30-09-25
Trésorerie active	202,1	163,3
Concours bancaires courants	58,6	2,0
Total	143,5	161,3

Le cash pooling mis en place par le Groupe principalement sur la France permet de centraliser quotidiennement tous les flux de trésorerie des filiales dans une optique de réduction des coûts de financement.

Le Groupe présente les positions de trésorerie, en fonction du solde comptable de chaque compte bancaire, alors que ces comptes peuvent être globalisés avec d'autres comptes de solde éventuellement de sens différent dans le cadre d'échelles d'intérêts fusionnées, et d'autorisations de découvert globales accordées au Groupe.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.9 Capitaux propres consolidés

Au 31 mars 2026, le capital social se compose de 159 177 856 actions d'une valeur nominale de 0,25 €, soit un montant de 39 794 464 €.

4.10 Intérêts ne conférant pas le contrôle

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	30-09-25
Intérêts ne conférant pas le contrôle à l'ouverture	4,3	3,3
Mouvements de périmètre de consolidation	-	-
Part du résultat des sociétés consolidées revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	0,7	2,1
Quote-part des dividendes des sociétés consolidées	(0,7)	(1,0)
Autres variations	1,0	-
Intérêts ne conférant pas le contrôle à la clôture	5,3	4,4

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.11 Endettement

4.11.1 Emprunts et dettes financières

4.11.1.1 Variation de l'endettement financier

En millions d'euros	30-09-25	Augmen- tations	Dimi- nutions	Variation de périmètre	Autres variations	Écart de change	31-03-26
Emprunts obligataires	295,5	2,4	-	-	-	-	297,9
Emprunts établissements de crédit	184,4	0,2	(2,4)	1,7	(37,5)	0,2	146,6
Dettes financières diverses	0,8	0,2	(0,1)	-	-	-	0,9
Dettes liées aux contrats de location-financement	168,9	12,9	-	-	(27,8)	-	154,0
Dettes liées aux contrats de location simple	45,3	2,6	(0,5)	-	(3,9)	-	43,5
Dettes financières non courantes	694,9	18,3	(3,0)	1,7	(69,2)	0,2	642,9
Emprunts établissements de crédit	65,9	109,1	(142,0)	0,3	37,5	0,1	71,0
Dette d'affacturage	13,3	3,5	-	-	-	-	16,8
Dettes financières diverses	-	-	-	-	-	-	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	61,4	2,1	(32,4)	-	27,8	-	58,9
Dettes liées aux contrats de location simple	8,6	1,1	(4,8)	-	3,9	-	8,8
Concours bancaires courants	2,0	56,6	-	-	-	-	58,6
Dettes financières courantes	151,2	172,4	(179,2)	0,3	69,2	0,1	214,0
Total dettes financières	846,1	190,7	(182,2)	2,0	-	0,3	857,0

4.11.1.2 Échéancier des emprunts et dettes financières

Échéancier des flux contractuels non actualisés sur l'endettement financier hors coût amorti, dette d'affacturage et concours bancaires courants

En millions d'euros	Valeur comptable 31-03-26	31-03-27	31-03-28	31-03-29	31-03-30	31-03-31	31-03-32 et au-delà
Emprunt obligataire « vert »	300,0			300,0			
Crédit syndiqué	60,0	30,0	30,0				
Prêt BEI	78,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0
Dettes de location	265,2	67,7	57,6	46,8	33,8	20,1	39,2
Autres lignes moyen et long termes ⁽¹⁾	80,0	28,0	16,6	14,9	13,8	4,3	2,4
Dettes financières diverses	0,9						0,9
Total dettes financières hors coût amorti, affacturage et concours bancaires courants	784,1	138,7	117,2	374,7	60,6	37,4	55,5
Coût amorti de la dette	(2,5)						
Dettes d'affacturage	16,8						
Concours bancaires courants	58,6						
Total dettes financières	857,0						

(1) Le détail des autres lignes moyen et long terme est présenté dans la note 4.11.1.4

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.11.1.3 Dettes financières par principales devises

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	Euro	Dollar américain	Dollar canadien	Autres
Emprunts obligataires	297,9	297,9	-	-	-
Emprunts établissements de crédit	146,6	139,1	-	7,5	-
Dettes financières diverses	0,9	0,6	-	0,3	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	154,0	152,2	1,8	-	-
Dettes liées aux contrats de location simple	43,5	43,3	-	0,2	-
Dettes financières non courantes	642,9	633,1	1,8	8,0	-
Emprunts établissements de crédit	71,0	68,8	-	2,2	-
Dette d'affacturage	16,8	16,8	-	-	-
Dettes financières diverses	-	-	-	-	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	58,9	57,4	1,5	-	-
Dettes liées aux contrats de location simple	8,8	8,5	-	0,3	-
Concours bancaires courants	58,6	57,3	1,2	-	0,1
Dettes financières courantes	214,0	208,7	2,7	2,5	0,1
Total dettes financières	857,0	841,8	4,5	10,5	0,1

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.11.1.4 Caractéristiques des principales lignes de crédit

Dénomination	Devise	Montant nominal En millions de devises	Taux/Index	Date d'échéance finale	Valeur comptable au 31-03-26 En millions d'euros	Valeur comptable au 30-09-25 En millions d'euros
Crédit syndiqué ⁽¹⁾	EUR	240,0	Euribor 6M	18/03/2028	60,0	90,0
Crédit revolving ⁽¹⁾	EUR	100,0	Euribor 6M	18/03/2028		
Prêt BEI	EUR	130,0	1,127 %	02/08/2031	78,0	78,0
Emprunt obligataire « vert » ⁽²⁾	EUR	300,0	2,25 %	15/07/2028	300,0	300,0
Emprunt Canada - 2025 - 1	CAD	6,5	Corra	05/11/2031	3,3	3,6
Emprunt Canada - 2025 - 2	CAD	6,5	Corra	05/11/2031	3,3	3,6
Emprunt Canada - 2025 - 3	CAD	4,0	Corra	05/11/2031	2,0	2,2
Emprunt France - 2025 - 1	EUR	20,0	Euribor 3M	25/03/2030	16,0	18,1
Emprunt France - 2025 - 2	EUR	5,0	3,24 %	31/05/2030	4,5	4,8
Emprunt France - 2025 - 3	EUR	5,0	2,80 %	27/06/2030	4,3	4,8
Emprunt France - 2024 - 1	EUR	5,0	3,76 %	31/05/2029	3,4	3,9
Emprunt France - 2023 - 1	EUR	5,0	3,78 %	31/05/2028	2,2	2,7
Emprunt France - 2023 - 2	EUR	20,0	Euribor 3M	30/06/2030	12,1	13,6
Emprunt France - 2020 - 1	EUR	10,0	1,45 %	25/02/2032	5,0	5,4
Emprunt France - 2018 - 2	EUR	5,5	1,65 %	05/06/2030	2,1	2,3
Autres emprunts - Encours < 2,0 MEUR					21,8	17,9
Dettes de location non courantes					197,5	214,2
Dettes de location courantes					67,7	70,0
Dettes financières diverses	EUR				0,9	0,8
Coût amorti du crédit syndiqué	EUR				(0,4)	(0,6)
Coût amorti de l'emprunt obligataire « vert » ⁽²⁾	EUR				(2,1)	(4,5)
Factor en syndication ⁽³⁾	EUR	318,0		31/12/2027	16,8	13,3
Lignes bilatérales confirmées et non confirmées	EUR	159,7			58,6	2,0
Total dettes financières					876,0	846,1

(1) Le groupe Derichebourg est partie prenante à un crédit syndiqué qui constitue, avec le prêt BEI, les contrats d'affacturage et l'emprunt obligataire « vert », les principales sources de financement du Groupe.

(2) Les caractéristiques de l'emprunt obligataire « vert » de 300 M€ sont détaillées en note 4.11.1.8.

(3) 268,2 M€ de cession de créances sans recours pour 258,3 M€ de financement reçu au 31 mars 2026.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.11.1.5 Contrat de crédits 2020

Le Groupe a conclu le 19 mars 2020, avec douze établissements bancaires, un contrat de crédit d'un montant de 340 millions d'euros dont 100 millions de crédit revolving et 240 millions d'euros de prêt amortissable. Le contrat a été conclu pour une durée de cinq ans. Le Groupe a utilisé la faculté de solliciter deux fois les banques, et a reçu leur accord pour étendre la date de remboursement final au total de deux années, soit le 31 mars 2027. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2025, les prêteurs ont accepté d'étendre d'un an supplémentaire la date de remboursement final, soit de la proroger au 18 mars 2028, de manière à la rapprocher de la date de remboursement du Bond (15 juillet 2028).

Concernant le prêt amortissable, l'encours est de 60 M€ au 31 mars 2026. Les échéances d'amortissement annuel sont de 30 M€ et 30 M€ à la fin de l'année 8.

Le crédit revolving de 100 M€ n'est pas tiré au 31 mars 2026.

Il n'y a pas de sûreté garantissant le remboursement du crédit.

Taux d'intérêt

Les montants tirés sur cette ligne de crédit portent intérêt au taux Euribor augmenté d'une marge ajustée périodiquement sur la base du ratio des dettes financières nettes consolidées sur l'excédent brut d'exploitation consolidé.

Obligations de remboursement anticipé – Cas de défaut

Le contrat de crédits prévoit la possibilité pour les prêteurs, si une majorité le demande, d'exiger le remboursement anticipé de l'intégralité des sommes dues en cas de survenance de certains cas de défauts usuels, notamment si un événement affecte défavorablement et de manière significative l'activité ou la situation financière du groupe Derichebourg ou la capacité de Derichebourg à servir sa dette.

Un changement de contrôle ou un retrait de cote de l'action Derichebourg constitueraient un cas de remboursement anticipé obligatoire.

Par ailleurs, le contrat de crédits prévoit une obligation de remboursement anticipé partiel des sommes dues en cas d'augmentation de capital, en cas d'émission de titres donnant accès au capital ou de titres de créances (si la maturité de celles-ci est antérieure à celle du crédit syndiqué).

Clauses restrictives (covenants)

Le contrat de crédits comporte également des clauses restrictives limitant la capacité des sociétés du Groupe (sauf accord des prêteurs) à, notamment :

- ❑ contracter des dettes supplémentaires ;
- ❑ consentir des sûretés et des garanties ;
- ❑ s'engager dans des opérations de fusions, de scissions ou de restructurations ;
- ❑ s'engager dans certaines opérations de croissance externe, au-delà d'un certain seuil ;
- ❑ procéder à des investissements excédant au cours d'un exercice social donné des montants fixés au contrat ;
- ❑ procéder à des cessions d'actifs ou de participations, sauf celles autorisées par les contrats ;
- ❑ procéder, avec certaines exceptions, au remboursement et/ou à la réduction de leur capital social.

Le contrat de crédits comporte par ailleurs des engagements prévoyant la souscription et le maintien de polices d'assurances conformes aux pratiques généralement admises dans le domaine d'activité des sociétés du groupe Derichebourg.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.11.1.6 Contrat d'affacturage

Le groupe Derichebourg a conclu, à effet au 1^{er} janvier 2015, un contrat d'affacturage à vocation sans recours d'un montant de financement maximal de 418 M€, qui concerne les entités françaises, belges, allemandes, espagnoles et italiennes des activités Recyclage et Services aux collectivités. Le montant maximal de financement a été réduit à 318 M€ suite à l'apport de la division Multiservices à Elior Group. L'échéance de ce contrat est le 31 décembre 2027.

Les créances éligibles correspondent à des livraisons effectuées ou des prestations de services rendues auprès des clients privés ou de clients publics français.

Lors de chaque cession de créances, les créances entrant dans l'enveloppe de l'agrément de l'assureur-crédit (sous déduction des créances préalablement cédées sans recours et non encore payées) sont cédées sans recours. Les autres créances sont cédées avec recours. Les créances conservent leur statut (cédées avec ou sans recours) initial jusqu'à leur paiement.

Le factor est co-assuré avec le Groupe auprès des deux assureurs-crédit. Le versement des éventuelles indemnités d'assurance-crédit lui est délégué.

Les intérêts sont précomptés lors de la cession de la créance sur la base d'un délai moyen de règlement conventionnel. Le risque de retard de paiement est transféré au factor.

Le taux de dilution (avoirs, remises) est faible.

Le montant des créances décomptabilisées au titre des contrats d'affacturage s'élève à 254,9 M€ au 31 mars 2026.

Le Groupe décomptabilise 95% des créances sans recours du fait de la quotité résiduelle non garantie de 5%.

4.11.1.7 Prêt BEI

Le montant du prêt est de 130 M€. Il était adossé à un programme d'investissements du Groupe pour la période 2019-2022. Le capital restant dû au 31 mars 2026 est de 78 M€.

Le contrat est d'une durée de 12 ans, avec deux ans de franchise de remboursement, il est ensuite remboursable en 10 annuités égales.

Le texte du contrat de la BEI est proche de celui du contrat de crédits syndiqués. Il comporte un engagement de maintenir la BEI *pari passu* avec les autres prêteurs du Groupe, et un engagement d'informer la BEI si un nouveau contrat de crédit comporte des clauses plus strictes, afin de lui permettre d'apprécier s'il est nécessaire de modifier le contrat.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.11.1.8 Emprunt obligataire « vert »

Le 7 juin 2021, Derichebourg a lancé auprès d'investisseurs qualifiés la présentation d'une émission obligataire « verte » (Green bond) de 300 M€, régie par le droit de l'État de New York. Lors de cette émission, les agences de notation S&P Global Rating et Fitch Ratings ont assigné la note BB à cette émission. Le 10 juin 2021, l'opération a été largement sursouscrite, permettant d'obtenir un coupon annuel de 2,25 %, pour une obligation d'une durée de 7 ans, remboursable in fine. Aucune sûreté spécifique n'a été consentie aux porteurs d'obligations lors de l'émission. Elles sont de même rang que les principales autres sources de financement à moyen ou long terme du Groupe (crédit syndiqué, prêt BEI, crédits bilatéraux). Les intérêts sont payables semestriellement le 15 janvier et le 15 juillet, à compter du 15 janvier 2022. Les obligations sont remboursables le 15 juillet 2028 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations n'étaient pas remboursables par anticipation jusqu'au 15 juillet 2024, puis le sont maintenant au prix suivant :

- ❑ du 16 juillet 2025 au 15 juillet 2026 : 100,5625 %
- ❑ à compter du 16 juillet 2026 : 100 %

En cas de changement de contrôle de l'émetteur, les porteurs ont l'option de demander le remboursement anticipé au prix de 101 %.

La documentation relative à cette émission comporte des engagements en matière d'endettement additionnel autorisé, de versement de dividendes et assimilés, d'investissements dans des entités non-contrôlées, ou de garanties consenties à leur profit, de plafond de cessions d'actifs net de réinvestissements, de cas de défaut, qui sont individuellement moins contraignants que ceux figurant dans le contrat de crédits syndiqués du Groupe.

Cette émission a participé, avec la trésorerie du Groupe, au financement de l'acquisition d'Ecore.

4.11.2 Position financière nette

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	30-09-25
Dettes financières	857,0	846,1
Trésorerie active	(202,1)	(163,3)
Total endettement net	654,9	682,8

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.11.3 Risque de liquidité

Le Groupe gère le risque d'être à court de trésorerie en utilisant un outil de gestion des liquidités récurrentes. Cet outil tient compte de la maturité à la fois des investissements financiers et des actifs financiers (par exemple créances clients, autres actifs financiers) et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles.

Au 31 mars 2026, les principales sources de financement du Groupe sont :

- ❑ un contrat de crédit syndiqué de 340 M€ mis en place en mars 2020. Il comporte un prêt d'une durée de cinq ans (étendue à sept ans par accord des prêteurs), amortissable par annuités constantes, d'un montant de 240 M€ (encours autorisé et tiré de 60 M€ au 31 mars 2026), et un crédit revolving utilisable sous forme de tirages d'un montant de 100 M€, remboursable in fine au bout de cinq ans. La prochaine échéance au titre du prêt amortissable interviendra le 31 mars 2027, et sera d'un montant de 30 M€. Au 31 mars 2026, aucun tirage n'était en cours au titre du crédit revolving ;
- ❑ un contrat d'affacturage à vocation sans recours entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, d'une durée initiale de deux ans, renouvelé chaque année pour porter la maturité à fin décembre 2027 et la capacité de tirage à 318 M€ (en fonction des créances disponibles). Le factor achète les créances sans recours à concurrence du montant des agréments délivrés par l'assureur crédit, et avec recours au-delà. Le montant des créances que le Groupe est susceptible de décomptabiliser dépend donc du montant de créances disponibles et des agréments délivrés par les assureurs crédit. Toute variation à la baisse d'un de ces montants peut conduire à une augmentation de l'endettement affiché par le Groupe. Le montant tiré sur cette ligne est de 258,3 M€ au 31 mars 2026, pour une contribution à l'endettement net de 16,8 M€ ;
- ❑ des crédits à moyen terme pour un montant de 80,0 M€ ;
- ❑ un contrat de prêt avec la Banque Européenne d'Investissement, d'un montant de 78 M€ ;
- ❑ un emprunt obligataire « vert » de 300 M€ ;
- ❑ des contrats de location, dont l'encours au 31 mars 2026 est de 265,2 M€ ;
- ❑ des lignes bilatérales, confirmées ou non, pour un montant cumulé de 159,7 M€, qui ne sont pas utilisées puisque la trésorerie nette du Groupe (incluant les valeurs mobilières de placement) est de 143,5 M€ au 31 mars 2026.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

Ratios financiers

Le Contrat de Crédits prévoit que le Groupe doit maintenir les ratios financiers suivants :

- ▣ le ratio de levier annuel, c'est-à-dire le rapport (a) dettes financières nettes consolidées sur (b) excédent brut d'exploitation consolidé (proforma des acquisitions réalisées), à chaque date de calcul et pour la période de 12 mois glissants se terminant à chaque date de calcul considérée, doit être inférieur à 3,00.

Au 31 mars 2026, le ratio de levier est de 1,95.

- ▣ le ratio de couverture du service de la dette, c'est-à-dire le rapport (a) excédent brut d'exploitation consolidé sur (b) frais financiers nets consolidés, à chaque date de calcul et pour la période de 12 mois glissants se terminant à chaque date de calcul considérée, doit être supérieur à 5.

Au 31 mars 2026, le ratio de couverture est 20,19.

Le Groupe respecte ses covenants financiers au 31 mars 2026.

Compte tenu de la marge de liquidité existante au 31 mars 2026, supérieure à 400 M€, et sur la base de ses prévisions d'activité et d'investissements, le Groupe estime qu'il dispose de lignes financières suffisantes pour lui permettre de faire face à ses échéances au cours des 12 prochains mois à compter de la date d'examen des comptes semestriels par le Conseil d'administration.

4.12 Instruments financiers

Le Groupe utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux d'intérêts, les risques de change résultant de son activité commerciale ainsi que le risque sur les cours des matières premières.

4.12.1 Valeur de marché des instruments financiers

Afin de déterminer la juste valeur des instruments financiers, le Groupe utilise la hiérarchie de juste valeur suivante selon les méthodes de valorisation :

- Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : données autres que des prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement ;
- Niveau 3 : méthodes qui utilisent des données ayant un impact significatif sur la juste valeur comptabilisée qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

Au 31 mars 2026, tous les actifs et passifs financiers du Groupe évalués à leur juste valeur sont classés en Niveau 2.

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2026, il n'y a pas eu de transfert entre le Niveau 1 et le Niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur, ni de transfert vers ou depuis le Niveau 3.

En millions d'euros	31-03-26	Ventilation par nature d'instruments				
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations non consolidées	0,0	-	-	0,0	-	-
Autres actifs financiers non courants	6,0	-	-	6,0	-	-
Créances clients	342,2	-	-	342,2	-	-
Autres actifs courants	89,0	-	-	89,0	-	-
Instruments financiers dérivés	1,2	-	-	-	-	1,2
Autres actifs financiers courants	17,0	17,0	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	202,1	202,1	-	-	-	-
ACTIF	657,5	219,1	-	437,2	-	1,2
Emprunts - part à plus d'un an	642,9	-	-	-	642,9	-
Emprunts - part à moins d'un an	214,0	-	-	-	214,0	-
Autres passifs non courants	3,6	-	-	3,6	-	-
Dettes fournisseurs	427,5	-	-	427,5	-	-
Autres passifs courants	131,4	-	-	131,4	-	-
Instruments financiers dérivés	1,4	-	-	-	-	1,4
PASSIF	1 420,9	-	-	562,5	857,0	1,4

En millions d'euros	30-09-25	Ventilation par nature d'instruments				
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations non consolidées	0,0	-	-	0,0	-	-
Autres actifs financiers non courants	5,9	-	-	5,9	-	-
Créances clients	287,4	-	-	287,4	-	-
Autres actifs courants	74,9	-	-	74,9	-	-
Instruments financiers dérivés	0,2	-	-	-	-	0,2
Autres actifs financiers courants	13,0	13,0	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	163,3	163,3	-	-	-	-
ACTIF	544,7	176,3	-	368,2	-	0,2
Emprunts - part à plus d'un an	694,9	-	-	-	694,9	-
Emprunts - part à moins d'un an	151,2	-	-	-	151,2	-
Autres passifs non courants	3,3	-	-	3,3	-	-
Dettes fournisseurs	351,2	-	-	351,2	-	-
Autres passifs courants	131,0	-	-	131,0	-	-
Instruments financiers dérivés	0,7	-	-	-	-	0,7
PASSIF	1 332,3	-	-	485,5	846,1	0,7

4.12.2 Valeur de marchés des instruments dérivés

En millions d'euros		31-03-26		30-09-25	
		Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés sur risque de taux d'intérêt	Couverture de flux futurs	1,2	0,2	-	0,7
Dérivés sur risque de change	Couverture de flux futurs	-	1,2	0,2	-
Montant des dérivés au bilan consolidé		1,2	1,4	0,2	0,7

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.12.3 Risques de taux d'intérêt

En fonction de l'évolution attendue des taux d'intérêts et de la contrainte de couverture inscrite dans le contrat syndiqué, le Groupe détermine des objectifs de répartition entre endettement à taux fixe et endettement à taux variable. Au 31 mars 2026, 20 % de la dette a été souscrite à taux variable.

Répartition de la dette entre taux fixe et taux variable

En millions d'euros	31-03-26			30-09-25		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Passifs financiers	685,0	113,4	798,4	700,4	143,7	844,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	58,6	58,6	-	2,0	2,0
Total dette financière	685,0	230,5	857,0	700,4	145,7	846,1
%	80 %	20 %	100 %	83 %	17 %	100 %

Position financière nette après couverture

En millions d'euros	31-03-26			30-09-25		
	< 1 an	< 5 ans	> 5 ans	< 1 an	< 5 ans	> 5 ans
Dettes financières non courantes	-	587,4	55,5	-	634,9	60,1
Dettes financières courantes	214,0	-	-	151,2	-	-
Passifs financiers	214,0	587,4	55,5	151,2	634,9	60,1
Actifs financiers non courants (hors titres de participation)	-	(1,7)	(4,3)	-	(4,3)	(1,7)
Actifs financiers courants	(17,0)	-	-	(13,0)	-	-
Trésorerie active	(202,1)	-	-	(163,3)	-	-
Actifs financiers	(219,1)	(1,7)	(4,3)	(176,3)	(4,3)	(1,7)
Position nette avant gestion	(5,1)	585,8	51,1	(25,1)	630,7	58,4
Instruments dérivés de taux	(60,0)	(110,0)	(10,6)	-	(170,0)	(10,4)
Position nette après gestion	(65,1)	475,8	40,5	(25,1)	460,7	48,0

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.12.4 Risque de change

<i>En euros</i>	Monnaies étrangères	2026		2025	
		Clôture 31 mars	Moyen 6 mois	Clôture 30 septembre	Moyen 6 mois
Canada	CAD	1,6022	1,6143	1,6346	1,5412
Etats-Unis	USD	1,1498	1,1670	1,1741	1,1053
Hongrie	HUF	384,88	385,1755	390,26	403,1287
Mexique	MXN	20,7101	20,9238	21,5314	21,7066
Roumanie	RON	5,0991	5,0912	5,0806	5,0133
Suisse	CHF	0,9194	0,9236	0,9364	0,9385

De façon générale, les revenus du Groupe sont générés dans la même monnaie que celle des coûts correspondants. En conséquence, l'exposition du Groupe au risque de change est faible et le montant des opérations commerciales réalisées dans une monnaie autre que la monnaie locale, essentiellement des exportations depuis la France libellées en dollars, sont couvertes généralement par des opérations de ventes à terme. L'évolution de l'euro par rapport au dollar américain affecte cependant la traduction en euros du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation de l'activité Services à l'Environnement.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise des contrats de change à terme.

<i>En millions de devises</i>	USD
Achats à terme	-
Ventes à terme	118,0

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

Créances clients, créances d'impôts et autres actifs courants par devise

En millions de devises	Créances au 31-03-26			Créances au 30-09-25		
	Devise locale	Euro	%	Devise locale ⁽¹⁾	Euro ⁽¹⁾	%
CAD	8,6	5,4	1 %	12,9	7,9	2 %
CHF	0,4	0,5	%	0,3	0,3	%
EUR	298,6	298,6	69 %	274,2	274,2	76 %
HUF	1 813,8	4,7	1 %	1 386,6	3,6	1 %
MXN	244,8	11,8	3 %	322,7	15,0	4 %
ROL	15,8	3,1	1 %	15,2	3,0	1 %
USD	125,4	109,1	25 %	69,5	59,2	16 %
TOTAL		433,2	100 %		363,1	100 %

(1) Le montant des créances en USD au 30 septembre 2025 a été augmenté pour tenir compte de 30,8 millions de créances libellées en USD de la filiale espagnole de l'activité Recyclage, comptabilisées pour 26,2 M€. Les créances en EUR ont été diminuées d'autant. Après ajustement, le poids des créances en EUR et en USD représentent respectivement 76 % et 16 % du total des créances du Groupe.

Dettes fournisseurs, dettes d'impôts et autres passifs courants

En millions de devises	Dettes au 31-03-26			Dettes au 30-09-25		
	Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
CAD	4,7	2,9	%	5,3	3,2	1 %
CHF	0,7	0,7	%	0,5	0,5	%
EUR	559,6	559,6	95 %	465,0	465,0	94 %
HUF	1 392,1	3,6	1 %	961,9	2,5	%
MXN	169,6	8,2	1 %	253,9	11,8	2 %
ROL	9,3	1,8	%	7,9	1,6	%
USD	13,9	12,1	2 %	11,2	9,5	2 %
TOTAL		588,9	100%		494,1	100 %

Le tableau suivant présente la sensibilité du résultat avant impôt avant et après gestion du risque, à une variation raisonnable des taux de change du dollar américain et du dollar canadien toutes autres variables étant constantes par ailleurs.

En millions d'euros		31-03-26		30-09-25 ⁽¹⁾	
		Avant gestion	Après gestion	Avant gestion	Après gestion
CAD	5%	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,6)
	-5%	0,6	0,6	0,6	0,6
USD	5%	(4,8)	0,1	(2,6)	1,1
	-5%	5,3	(0,2)	2,9	(1,2)
TOTAL	5%	(5,3)	(0,4)	(3,2)	0,5
	-5%	5,9	0,4	3,5	(0,6)

(1) Le risque de change USD avant et après gestion au 30 septembre 2025 tient compte de l'ajustement du montant des créances expliqué dans le tableau des créances clients, créances d'impôts et autres actifs courants par devise, et après prise en compte de ventes à terme s'élevant à 14,6 millions de dollars américains, réalisées par la filiale espagnole de l'activité Recyclage à cette même date.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.12.5 Risque de crédit ou de contrepartie

Les opérations financières (emprunts, couvertures de change, taux, matières premières) sont réalisées avec des établissements de premier rang, dans un souci de répartition des risques.

Concernant le risque de contrepartie sur les créances clients, les clients des activités de Recyclage et Services aux collectivités font systématiquement l'objet d'une demande d'agrément auprès d'un assureur crédit, tant pour les créances domestiques qu'export ou à l'étranger (quotité assurée de 95%). Il peut néanmoins arriver que ces demandes d'agrément soient refusées par l'assureur crédit, pour des raisons résultant de son analyse de la solvabilité des clients. Le risque Client fait l'objet d'une comparaison très régulière avec agréments de l'assureur crédit.

Les divisions ont mis par ailleurs en place depuis plusieurs années une politique très stricte de suivi des encours clients et de relance systématique des encours arrivés à échéance.

<i>En millions d'euros</i>	Encours total 31-03-26	Non échu	< 1 mois	< 4 mois	> 4 mois
RECYCLAGE	311,9	213,6	81,0	15,6	1,7
SERVICES AUX COLLECTIVITES	29,7	15,7	7,6	5,2	1,2
HOLDING	0,2	0,1	-	-	0,1
TOTAL	341,8	229,4	88,6	20,8	3,0

Le Groupe n'a pas observé de détérioration significative des délais de paiement et le coût du risque client s'élève à 0,1 M€. Par ailleurs, le Groupe considère que les créances ne représentent pas de risque particulier.

4.12.6 Risque de matières premières

Dans le cadre courant de ses activités, le Groupe prend peu d'engagements à terme de livraison (achat ou vente) de quantités de métaux ferreux ou non ferreux, et les contrats ne contiennent en général pas d'engagement ferme sur les prix au-delà d'un mois. En fonction de l'évolution des cours des métaux, il peut se produire que le Groupe doive acheter ou vendre des quantités de métaux pour honorer ces contrats à un prix moins favorable que celui connu lors de la conclusion des contrats. Toutefois, la pratique du Groupe est la conclusion de contrats de vente au fur et à mesure des achats. Deux sociétés spécialisées, l'une dans l'affinage d'aluminium (REFINAL), l'autre dans la commercialisation de métaux non ferreux (DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT), peuvent prendre des engagements à l'achat ou à la vente, en anticipant la contrepartie physique. En conséquence, elles ont recours dans cette hypothèse à des couvertures sur le LME (très ponctuellement, d'autres sociétés du Groupe peuvent y recourir).

De même, le Groupe peut être amené à vendre ses stocks de marchandises métalliques transformées à ses clients à un prix moins élevé que celui auquel il les a achetées, en cas de baisse des prix de marché pour ces marchandises entre le moment de l'achat et celui de la vente. La volatilité des prix des différents métaux peut ponctuellement créer des « effets prix », que le Groupe s'efforce de limiter par un niveau faible de stocks.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.13 Provisions non courantes et provisions pour engagements envers le personnel

<i>En millions d'euros</i>	30-09-25	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variations de périmètre	Autres variations	31-03-26
Provisions pour litiges prud'homaux	1,9	-	-	(0,1)	-	-	1,8
Provisions pour autres litiges	7,2	-	(0,1)	-	-	-	7,1
Provisions pour garantie de passif	2,2	-	(0,2)	-	-	-	2,0
Provisions pour médailles du travail	2,7	-	-	-	-	-	2,7
Provisions environnementales	9,7	-	(0,8)	-	-	-	8,9
Total	23,7		(1,1)	(0,1)	-	-	23,5

<i>En millions d'euros</i>	30-09-25	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variations de périmètre	31-03-26
Engagement envers le personnel	28,9	1,3	(0,6)	-	0,1	29,7

4.14 Provisions courantes

<i>En millions d'euros</i>	30-09-25	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	31-03-26
Provisions pour litiges	1,0	-	(0,3)	-	-	0,7
Provisions pour garantie de passif	-	-	-	-	-	-
Provisions environnementales	0,3	-	-	-	-	0,3
Provisions techniques d'assurances	-	1,3	-	-	-	1,3
Autres provisions	6,4	1,0	(2,5)	(0,2)	-	4,7
Total	7,7	2,3	(2,8)	(0,2)	-	7,0

4.15 Autres passifs courants

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	30-09-25
Dettes fournisseurs	416,7	337,6
Dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles	10,6	13,3
Dettes sur acquisitions d'immobilisations incorporelles	0,2	-
Dettes sur acquisitions de titres	-	0,3
Fournisseurs	427,5	351,2
Dettes d'impôt	30,1	11,9
Etat et dettes sociales	96,9	99,5
Avances et acomptes reçus sur commandes	6,1	4,8
Dettes diverses	0,8	2,7
Produits constatés d'avance	27,6	24,0
Autres passifs courants	131,4	131,0

4.16 Autres passifs non courants

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	30-09-25
Dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles	0,1	0,1
Produits constatés d'avance	3,5	3,2
Autres passifs non courants	3,6	3,3

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.17 Informations sectorielles

Les secteurs opérationnels retenus correspondent aux deux grandes activités du Groupe :

- ▣ Recyclage, qui est majoritairement une activité industrielle de recyclage de déchets métalliques ;
- ▣ Services aux collectivités, qui est une activité à dominante de main d'œuvre

Ces secteurs sont engagés dans la fourniture de services et produits et résultant de l'agrégation d'unités génératrices de trésorerie suivies chaque mois par la direction générale.

Par ailleurs, un certain nombre de coûts communs sont présentés dans le secteur Holding. Les secteurs opérationnels ainsi définis correspondent à la manière dont le principal dirigeant opérationnel suit les résultats. Enfin, les différences de structure de compte de résultat et de risques auxquels sont exposés les activités Recyclage et Services aux collectivités justifient leur présentation de manière séparée.

4.17.1 Par secteur d'activité

4.17.1.1 Chiffre d'affaires

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	31-03-25	Variation en %
Recyclage	1 734,5	1 607,8	7,9 %
Services aux collectivités	94,8	89,6	5,8 %
Holding	0,5	0,6	(21,9 %)
Total	1 829,8	1 698,0	7,8 %

4.17.1.2 Chiffre d'affaires par famille de services

<i>En millions de tonnes</i>	31-03-26	31-03-25	Variation en %
Ferrailles	2 127,7	2 082,8	2,2 %
Métaux non ferreux	357,1	342,1	4,4 %
Recyclage – Total volumes	2 484,8	2 424,9	2,5 %

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	31-03-25	Variation en %
Ferrailles	649,9	684,7	(5,1 %)
Métaux non ferreux	1 006,5	841,5	19,6 %
Prestations	78,1	81,7	(4,3 %)
Recyclage – Total chiffre d'affaires	1 734,5	1 607,8	7,9 %

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	31-03-25	Variation en %
Services aux collectivités	94,8	89,6	5,8 %

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.17.1.3 Eléments du compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	Recyclage	Services aux collectivités	Eliminations Holding	intersecteurs	Total au 31-03
2026					
Chiffres d'affaires externe	1 736,9	94,9	2,3	(4,3)	1 829,8
Chiffres d'affaires intersecteur	(2,4)	(0,1)	(1,8)	4,3	-
Chiffres d'affaires	1 734,5	94,8	0,5	-	1 829,8
Résultat opérationnel courant	88,2	10,1	0,2		98,4
Autres charges opérationnelles	-	-	(0,4)		(0,4)
Résultat opérationnel	88,2	10,1	(0,3)		98,0
Part du résultat net des mises en équivalence	0,1	-	10,1		10,2
2025					
Chiffres d'affaires externe	1 609,8	89,7	1,6	(3,1)	1 698,0
Chiffres d'affaires intersecteur	(2,0)	(0,1)	(1,0)	3,1	-
Chiffres d'affaires	1 607,8	89,6	0,6	-	1 698,0
Résultat opérationnel courant	71,0	10,3	(1,3)		80,0
Résultat opérationnel	71,0	10,3	(1,2)		80,1
Part du résultat net des mises en équivalence	0,2	-	20,7		20,9

4.17.1.4 Autres informations sectorielles

<i>En millions d'euros</i>	Recyclage	Services aux collectivités	Eliminations Holding	intersecteurs	Total
31-03-26					
Total bilan actif (courant et non courant) des activités poursuivies	2 278,7	144,2	1 068,8	(758,4)	2 733,3
Actifs en cours de cession	-	-	-	-	-
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres) des activités poursuivies	1 398,9	112,5	799,6	(758,4)	1 552,7
Passifs liés à des actifs en cours de cession	-	-	-	-	-
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)	1 398,9	112,5	799,6	(758,4)	1 552,7
Flux au 31-03-26					
Investissements corporels et incorporels	50,7	4,2	0,8		55,7
Droits d'utilisation	10,2	-	3,9		14,1
Amortissements corporels et incorporels	(43,5)	(3,9)	(0,3)		(47,7)
Amortissements des droits d'utilisation	(26,5)	(5,4)	(0,1)		(32,0)
Perte de valeur	(0,3)	-	-		(0,3)

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

<i>En millions d'euros</i>	Recyclage	Services aux collectivités	Holding	Eliminations intersecteurs	Total
30-09-25					
Total bilan actif (courant et non courant) des activités poursuivies	2 166,4	153,0	1 003,8	(754,8)	2 568,1
Actifs en cours de cession	-	-	-	-	-
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres) des activités poursuivies	1 293,4	122,4	782,7	(754,8)	1 443,7
Passifs liés à des actifs en cours de cession	-	-	-	-	-
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)	1 293,4	122,4	782,7	(754,8)	1 443,7
Flux au 31-03-25					
Investissements corporels et incorporels	41,1	6,6	4,1		51,8
Droits d'utilisation	20,4	8,3	-		28,7
Amortissements corporels et incorporels	(43,6)	(3,0)	(0,6)		(47,2)
Amortissements des droits d'utilisation	(28,5)	(5,1)	(0,1)		(33,7)
Perte de valeur	-	-	(1,2)		(1,2)

4.17.2 Par zone géographique

<i>En millions d'euros</i>	au	Continent Européen	France	Continent Américain	Total
2026					
Chiffre d'affaires (origine des ventes)	31-03	454,6	1 265,6	109,6	1 829,8
Investissements corporels et incorporels	31-03	9,9	41,3	3,7	54,9
Droits d'utilisation	31-03	1,2	12,8	0,1	14,1
Amortissements corporels et incorporels	31-03	(7,5)	(35,6)	(4,9)	(48,0)
Amortissements des droits d'utilisation	31-03	(5,1)	(26,7)	(0,2)	(32,0)
Total immobilisations corporelles nettes	31-03	177,8	593,5	77,1	848,4
Total droits d'utilisation	31-03	64,4	201,3	0,5	266,2
2025 ⁽¹⁾					
Chiffre d'affaires (origine des ventes)	31-03	425,2	1 159,9	112,9	1 698,0
Investissements corporels et incorporels	31-03	7,7	35,3	8,9	51,9
Droits d'utilisation	31-03	7,6	19,2	1,9	28,7
Amortissements corporels et incorporels	31-03	(7,7)	(35,3)	(5,4)	(48,4)
Amortissements des droits d'utilisation	31-03	(5,0)	(28,5)	(0,2)	(33,7)
Total immobilisations corporelles nettes	30-09	174,1	586,6	64,2	824,9
Total droits d'utilisation	30-09	70,0	212,2	12,8	294,9

(1) La note 4.17.2 « Information par localisation géographique » a été adaptée pour présenter l'exhaustivité des droits d'utilisation, séparément des immobilisations corporelles et incorporelles.

4.18 Dotations aux provisions

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	31-03-25
Dotations actif circulant	(0,5)	(0,5)
Dotations provisions pour risques et charges	(2,3)	(2,3)
Total	(2,8)	(2,8)

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.19 Autres produits et charges d'exploitation

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	31-03-25
Produits de cession d'immobilisations corporelles	0,9	1,5
Produits de sortie de dette de location	0,4	3,1
Reprises de provisions sur immobilisations corporelles	0,1	0,1
Reprises de provisions sur actifs circulants	0,4	0,4
Reprises de provisions pour risques et charges	3,6	2,5
Transferts de charges exploitation	0,7	1,4
Subventions d'exploitation et d'investissement	0,5	0,5
Divers	0,7	0,4
Total autres produits d'exploitation	7,3	9,9
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(0,8)	(4,7)
Pertes sur créances irrécouvrables et abandons de créances	(1,4)	(0,9)
Redevances	(2,1)	(1,4)
Jetons de présence versés	(0,2)	(0,2)
Divers	(0,7)	(1,1)
Total autres charges d'exploitation	(5,2)	(8,3)

4.20 Autres produits et charges opérationnels

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	31-03-25
Frais préparatoires projet d'acquisition Scholz		
Recycling	(0,4)	-
Total Autres charges opérationnelles	(0,4)	-
	-	-
Total Autres produits opérationnels	-	-

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.21 Résultat sur cessions de participations consolidées

Aucune cession de participation consolidée n'est intervenue sur la période.

4.22 Frais financiers nets

Les frais financiers nets pour une meilleure appréciation du coût de la dette sont calculés en rapprochant les frais financiers payés avec les produits financiers perçus au titre des placements réalisés et en prenant compte l'incidence des couvertures de taux.

Tous les éléments n'entrant pas dans cette définition font l'objet si nécessaires d'une ligne spécifique.

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	31-03-25
Intérêts des emprunts, des découverts bancaires, de l'affacturage	(19,8)	(15,6)
Intérêts des dettes de location	(3,5)	(3,5)
Plus-values de cession de VMP et équivalents de trésorerie	21,6	-
Couverture de taux et autres charges et produits financiers	0,4	1,5
Frais financiers nets	(1,3)	(17,6)
Gains et pertes de change	3,0	(1,4)
Charges d'intérêts sur retraites et pensions	(0,5)	(0,4)
Autres	0,2	2,4
Gains et pertes de change et autres	2,7	0,6

4.23 Impôts sur les résultats

4.23.1 Par nature

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	31-03-25
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	99,4	63,0
Impôt courant	(32,8)	(16,6)
Impôt différé	(2,6)	(3,3)
Charge totale d'impôt	(35,4)	(19,9)
Taux effectif d'imposition	35,61 %	31,61 %

Le Groupe n'est pas redevable d'une charge d'imposition complémentaire au titre de Pilier 2.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.23.2 Charge effective d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2026 6 mois	2025 6 mois
Charge ou produit d'impôt théorique	(35,9)	(16,3)
Effet des reports variables	(1,2)	
Reconnaissance/Limitation des impôts différés actifs	(0,2)	(1,8)
Différences permanentes fiscales	0,6	(0,6)
Différences permanentes liées aux retraitements de consolidation	(1,1)	(0,8)
Différences de taux d'impôt sur sociétés étrangères	2,4	(0,4)
Charge d'impôt effective	(35,4)	(19,9)

La charge effective d'impôt du Groupe est déterminée sur la base du résultat des activités poursuivies avant impôts, retraité de la quote-part dans les résultats des entreprises associées.

Pour les comptes semestriels 2026, la réconciliation de la charge effective d'impôt du Groupe a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 36,13%, constitué du taux normal de 25%, de la contribution sociale de 3,3% et de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises de 41,2%, compte tenu du montant de chiffre d'affaires du groupe d'intégration fiscale.

4.23.3 Intégration fiscale

Le groupe Derichebourg a opté en France pour le régime de l'intégration fiscale qui permet de compenser les résultats fiscaux des filiales françaises détenues directement ou indirectement à 95%. Les sociétés consolidées concernées par ce régime ont signé une convention relative aux modalités d'application de l'intégration fiscale, en conformité avec les règles fixées par l'administration fiscale.

4.23.4 Analyse des actifs et passifs d'impôts différés

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	30-09-25
Déficits activés	2,1	4,1
Différences temporelles	4,5	4,7
Retraitement provisions réglementées	(20,5)	(18,4)
Avantages sociaux	6,7	6,4
Locations-financement et locations simples	1,9	2,4
Elimination de résultats internes	1,9	1,6
Écarts d'évaluation	(22,4)	(22,3)
Retraitements IFRS	0,1	(0,5)
Autres natures	(1,3)	(1,8)
Impôts différés nets	(27,0)	(23,8)
Dont		
Impôts différés actifs	15,5	15,4
Impôts différés passifs	42,5	39,2
Impôts différés nets	(27,0)	(23,8)

Le Groupe dispose par ailleurs de déficits reportables pour lesquels aucun impôt différé n'a été reconnu pour un montant de 1,3 M€ en France et 89,6 M€ à l'étranger.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

L'horizon de recouvrement des impôts différés actifs sur reports déficitaires est détaillé ci-dessous.

Recouvrement des actifs d'impôts différés par pays	31-03-26	Horizon
Allemagne – Recyclage	0,6	2 ans
Belgique – Recyclage	1,4	3 ans
France – Recyclage	0,1	2 ans
Impôts différés nets	2,1	

4.24 Activités arrêtées ou en cours de cession

□ Néant

4.25 Résultat par action

		31-03-26	31-03-25
Résultat net revenant aux actionnaires de la société (en M€)	(A)	73,5	63,2
Résultat net d'impôt part du Groupe des activités arrêtées ou en cours de cession (en M€)	(B)		-
Résultat Net Part du Groupe après neutralisation des activités arrêtées ou cédées (en M€)	(C)=(A)-(B)	73,5	63,2
Impact sur le résultat de la dilution	(D)		-
Résultat après dilution	(E)	73,5	63,2
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice		159 177 856	159 397 489
Titres d'autocontrôle		946 838	224 100
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice diminué des titres d'autocontrôle		158 231 018	159 173 389
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires à la clôture de l'exercice diminué des titres d'autocontrôle	(F)	158 315 161	159 210 375
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice après dilution diminué des titres d'autocontrôle	(G)	158 231 018	159 173 389
Résultat de base par action des activités poursuivies (en €)	(C)/(F)	0,46	0,40
Résultat de base par action après dilution (en €)	(E)/(G)	0,46	0,40
Résultat par action après résultat des activités arrêtées ou cédées	(A)/(F)	0,46	0,40
Résultat par action après résultat des activités arrêtées ou cédées après dilution	(A+D)/(G)	0,46	0,40

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.26 Engagements

4.26.1 Détail des engagements donnés

Détail des engagements hors bilan

<i>En millions d'euros</i>	Cautions	Garanties	31-03-26	30-09-25
Loyer	0,6	0,1	0,7	0,7
Institutions financières - Marchés	11,0	10,7	21,7	18,8
Engagements environnementaux	13,3	21,3	34,6	34,4
Engagements fiscaux	0,1	0,9	1,0	0,6
Divers	-	4,4	4,4	4,4
Total	25,0	37,4	62,4	58,9

4.26.2 Détail des engagements reçus

- Lignes de crédit confirmées non utilisées des activités poursuivies au 31 mars 2026 :
 - Concours bilatéraux Allemagne : 6 M€
 - Concours bilatéraux Belgique : 9 M€
 - Concours bilatéraux Canada : 2,5 MCAD
 - Concours bilatéraux Espagne : 11 M€
 - Concours bilatéraux Etats-Unis : 5 M\$
 - Concours bilatéraux France : 127,2 M€
 - Crédit revolving (crédit syndiqué) : 100 M€
- Cautions de retenue de garanties sur opérations de marché : 0,8M€

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.27 Litiges significatifs

4.27.1 Benelux

- Un contrôle fiscal est intervenu au sein de la filiale belge Derichebourg Belgium, portant sur l'identification des fournisseurs de métaux et de ferrailles pour les exercices 2006 à 2010. En novembre 2017, la cour d'appel de Mons a estimé que la société n'avait pas respecté la législation en matière d'identification à la TVA des fournisseurs et a rejeté la déductibilité des factures d'achat jugées non conformes. Cela s'est traduit par le paiement à titre conservatoire des rehaussements d'impôt, soit 6 M€, constatés en charge au cours de l'exercice 2017. La société s'est pourvue en cassation. La Cour de cassation belge a cassé le 17 septembre 2020 l'arrêt de la cour d'appel de Mons et renvoyé l'affaire devant la cour d'appel de Liège. Derichebourg Belgium a gagné en appel en janvier 2023. L'État belge s'est de nouveau pourvu en cassation. L'arrêt n'a pas encore été rendu. Depuis 2017, aucune autre conséquence comptable n'a été constatée dans les comptes, dans l'attente d'une décision juridique définitive.
- Le 6 juillet 2023, la société turque Polygon a assigné solidairement devant le tribunal des activités économiques de Paris les sociétés Ecore BV et Ecore Luxembourg en vue d'obtenir le paiement de 1 M€ au titre d'une indemnité compensatrice de préavis et 800 k€ pour rupture de son contrat d'agent commercial allégué. En date du 22 mai 2025, Ecore BV et Ecore Luxembourg ont été condamnées à verser 940 k€ en principal au titre de l'indemnité compensatrice pour rupture du contrat d'agent commercial. Cette somme a été provisionnée dans les comptes. Ecore BV et Ecore Luxembourg ont fait appel de la condamnation. Les sociétés ont obtenu par ordonnance l'autorisation de bloquer les mesures d'exécution en recouvrement au regard du risque de non remboursement en cas d'arrêt d'appel infirmatif.

4.27.2 France

- Plusieurs filiales de l'activité collecte d'ordures ménagères ont été condamnées solidairement en juin 2018 en première instance au paiement d'une somme de 3,7 M€ à des entités du groupe Veolia, après un jugement du tribunal de commerce de Paris dans le cadre d'une procédure portant sur les conditions de transfert de personnel en 2014 après que le groupe Veolia a succédé à la filiale Polyurbaine pour la collecte des ordures ménagères dans les 11 et 19 arrondissements de Paris. Le Groupe avait interjeté appel de ce jugement. Le jugement d'appel de mars 2020 est favorable au Groupe. Veolia s'est pourvu en cassation. La Cour de cassation a cassé partiellement l'arrêt de la cour d'appel sur le 1 semestre 2023. Une provision de 3,7 M€ avait été constatée au 30 septembre 2023 sur la ligne « Autres charges opérationnelles ». La cour d'appel de Paris a donné raison au Groupe en janvier 2024 et a ordonné à Veolia de verser 3,8 M€ aux filiales de Poly-Environnement. Ce montant, versé en avril 2024, a été enregistré en résultat non courant. Veolia a décidé de se pourvoir à nouveau en cassation. Le pourvoi a été rejeté. Ce dossier est désormais clos.
- Derichebourg SA et la filiale AFM Recyclage (en tant que dernier exploitant) avaient signé en 2012 un protocole avec une société d'économie mixte agissant pour le compte d'une municipalité, réitéré en 2018 et 2019, au titre duquel elles devaient libérer un terrain, le céder à la société d'économie mixte, et déplacer son activité sur un site proche. Conventionnellement, l'obligation financière au titre de la dépollution se limitait à une dépollution à usage industriel, non sensible, dont le montant avait été estimé sur la base d'études préalables laissant apparaître un coût faible (0,9 M€). AFM Recyclage a effectivement construit le nouveau chantier prévu et y a démarré son activité. Sur la base de sondages plus approfondis, la pollution du site (sols, eaux

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

souterraines) apparaît plus prononcée qu'anticipé. Dans ce contexte, la société d'économie mixte n'a pas souhaité renouveler les protocoles antérieurs. La DREAL a diligenté une inspection sur le site. Le rapport d'inspection, assorti d'un arrêté de prescriptions complémentaires, est parvenu en mai 2021. AFM Recyclage a réalisé les études de sols et d'eaux souterraines prévues dans cet arrêté, et a déposé le plan de gestion dans une optique de réhabilitation à usage industriel. AFM Recyclage a comptabilisé une provision de 6 M€ pour faire face à ce coût de dépollution. La première phase des travaux de dépollution est achevée, il reste à réaliser une phase de travaux de surveillance de la nappe souterraine. Il demeure plusieurs actions contentieuses, qui portent à la fois sur le comportement de la société d'économie mixte, et sur la valeur du terrain.

- Litige avec l'acquéreur de la société DSIN : le 27 septembre 2019, Derichebourg Multiservices Holding a cédé avec effet au 1 octobre 2019 les titres de la société DSIN à la société DNUC, spécialisée dans le domaine des prestations dans le secteur nucléaire. La vente comportait la cession des titres et la cession d'une créance en compte courant, dont le prix dépendait des soldes de certains postes du bilan au 30 septembre 2019. Le cessionnaire conteste le prix de cession proposé par le cédant. Les parties ne sont pas parvenues à un accord sur l'établissement du prix de cession de la créance en compte courant, compte tenu du désaccord portant principalement sur la valeur de certaines créances clients. La société DSIN a requis le bénéfice d'une procédure de sauvegarde en décembre 2020 pour se prémunir des conséquences éventuelles des demandes d'un client au titre de l'inexécution partielle ou de la mauvaise exécution de prestations contractuelles et du préjudice subséquent. Au cours de l'exercice 2021, le cessionnaire a introduit une action judiciaire estimant que le cédant avait retenu la transmission de certaines informations relatives à un contrat commercial. Il réclame au cédant le montant de la créance déclarée par le tiers en question dans le cadre de la procédure de sauvegarde, soit 3 M€, majoré d'un certain nombre de coûts. Le cédant soutient qu'il a transmis au cessionnaire les informations dont il disposait sur le contrat en question dans le cadre des due diligences qu'il a effectuées. Le cessionnaire de DSIN a obtenu un plan de continuation, avec apurement du passif sur huit ans (dans lequel ne figure pas pour l'instant la créance de 1,2 M€ de Derichebourg Propreté). Le tribunal de commerce de Paris a rendu le 8 mars 2023 un jugement invalidant en tous points les prétentions de la société DNUC et la condamnant à payer à Derichebourg Multiservices Holding le solde du prix de cession, soit 1,1 M€ et reconnaissant la créance de Derichebourg Propreté à hauteur de 1,2 M€. Les sociétés DNUC et DSIN ont fait appel de ce jugement le 7 avril 2023. Le 2 décembre 2025, l'arrêt d'appel a confirmé la décision de première instance. Derichebourg était exposé à ce dossier au travers de la garantie de passif consentie à Elior Group lors de l'apport de la division Multiservices. La cour d'appel a confirmé le jugement de première instance. Ce dossier est désormais clos.
- En 2006, la société Guy Dauphin Environnement (GDE) a sollicité une autorisation d'un centre d'enfouissement de résidus de broyage automobile sur la commune de Nonant-le-Pin, laquelle a été délivrée en 2011. Des recours administratifs ont été intentés par les opposants conduisant le 20 mai 2016 à l'annulation de l'autorisation compte tenu des risques de pollution. Parallèlement à ces procédures, le parquet d'Argentan a reçu en 2014 une plainte mettant en cause des élus et agents publics pour atteinte à la probité à l'occasion de la délivrance de l'autorisation de l'installation du centre d'enfouissement. Le Parquet national financier, saisi du dossier, relevait que GDE avait sollicité le concours et le soutien d'élus et d'agents publics afin d'orienter les décisions concernant l'implantation du centre d'enfouissement. Sur la base d'indices jugés suffisants, des poursuites du

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

chef de trafic d'influence ont été lancées sur le fondement de l'article L. 433-1 du Code pénal.

À la suite du rachat par Derichebourg Environnement du groupe Ecore en décembre 2021, le PNF et GDE ont conclu le 15 mai 2023 une convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) validée par le Président du tribunal judiciaire de Paris le 17 mai 2023, prévoyant le paiement par GDE d'une amende de 1,2 M€ et la mise en place d'un programme de mise en conformité confié à l'Agence française anticorruption (AFA) sur le périmètre de Derichebourg Environnement et ses filiales, d'une durée de trois ans, aux frais de GDE, pour un montant pouvant aller jusqu'à 0,9 M€. Cette homologation de la CJIP entraîne l'extinction de l'action publique. L'amende de 1,2 M€ a été totalement payée, et le programme de mise en conformité est toujours en cours d'exécution.

- Dans le cadre de la cession de certains fonds de commerce à la demande de la Commission européenne suite à l'acquisition d'Ecore, un litige est survenu avec un fournisseur d'électricité, qui considère, pour un site en particulier, que le minimum de consommation au titre de l'année 2023 n'aurait pas été atteint, et réclame 2 M€ au Groupe. Le Groupe conteste cette facturation supplémentaire en argumentant que le fournisseur d'électricité n'a pas appliqué les dispositions contractuelles. La procédure est en cours devant le tribunal des activités économiques de Nanterre. Un jugement de première instance a été rendu le 25 mars 2026, qui condamne le groupe au paiement de 0,2 M€. Les délais d'appel ne sont pas encore épuisés.
- Le 22 octobre 2024, la Société a reçu une notification d'Elior Group visant à mettre en jeu la garantie prévue dans le protocole d'accord du 3 mars 2023 définissant les conditions de l'apport de la division Multiservices à Elior Group, à cause d'un risque de redressement URSSAF dans une des filiales apportées. Le montant en jeu est de 4 M€. Derichebourg considère que ce montant peut être réduit, voire devenir inférieur à 3 M€, auquel cas il ne serait pas tenu d'indemniser Elior Group. À ce stade, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.28 Transactions avec les parties liées

4.28.1 Transactions avec les parties liées non consolidées

Le Groupe est contrôlé par CFER qui détient 41,25% des actions de la société. La société mère ultime est DBG FINANCES enregistrée en Belgique.

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	30-09-25
TBD FINANCES	1,8	1,6
Dettes sur les parties liées	1,8	1,6

<i>En millions d'euros</i>	31-03-26	31-03-25
TBD FINANCES	(1,8)	(1,4)
Charges opérationnelles	(1,8)	(1,4)

4.28.2 Transactions entre le Groupe et ses partenaires dans les sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

	31-03-26	31-03-26	31-03-26	31-03-26	31-03-26	31-03-26
<i>En millions d'euros</i>	Créances clients	Autres actifs courants	Dettes fournisseurs	Chiffre d'affaires	Achats consommés	Charges externes
ELIOR GROUP	0,6		4,4	0,1		(8,5)
DAC						
RECUPERACIONES COLOMER SL					(0,2)	
VALERCO		0,1	0,2			(0,4)
TOTAL	0,6	0,1	4,6	0,1	(0,2)	(8,9)

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

4.29 Informations sociales

Charges de personnel par nature

En millions d'euros	31-03-26	31-03-25
Rémunération du personnel	108,2	106,8
Charges sociales	43,8	41,7
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	5,0	4,6
Autres charges de personnel	(0,2)	0,2
Total	156,8	153,3

4.30 Événements postérieurs à l'exercice

La société a annoncé le 5 mai 2026 la signature d'un contrat engageant pour l'acquisition de 100 % du capital du groupe Scholz Recycling (« Scholz »). Cette opération stratégique s'inscrit dans la stratégie de croissance du Groupe à l'international visant à consolider son positionnement de leader dans le recyclage de déchets métalliques au niveau mondial

Fondé en 1872, Scholz Recycling est l'un des acteurs majeurs du recyclage de métaux en Europe. Avec un chiffre d'affaires de 1,6 milliard d'euros en 2025, le groupe dispose d'un ancrage industriel historique en Allemagne, ainsi qu'en République Tchèque, Pologne, Slovaquie, et au travers de joint-ventures en Autriche et en Roumanie. Il a commercialisé plus de 3 millions de tonnes de métaux ferreux recyclés de métaux non-ferreux, et papiers, cartons et plastiques en 2025. Le groupe Scholz emploie plus de 3.500 collaborateurs et exploite plus de 180 sites au total, en incluant les joint-ventures.

Cette acquisition permettrait à Derichebourg de :

Gagner en dimension opérationnelle en intégrant un réseau de plus de 100 centres de recyclage (180 en incluant les joint-ventures) situés sur des territoires sur lesquels le groupe Derichebourg n'est actuellement pas ou peu présent.

Accompagner la décarbonation de l'industrie sidérurgique en Europe pour répondre à la demande croissante des aciéristes européens qui vont remplacer dans les prochaines années leurs haut-fourneaux historiques par des fours à arc électrique, grands consommateurs de ferrailles de haute qualité.

Optimiser l'efficacité opérationnelle grâce à des activités logistiques et commerciales complémentaires en Europe.

L'acquisition intervient à l'issue d'un appel d'offres compétitif mené par des mandataires indépendants (Receivers). Ce processus a été déclenché à la suite de l'activation de sûretés au niveau de la holding de tête de Scholz Recycling (Chiho Environmental Group Limited).

Derichebourg tient à préciser les points suivants :

1. Solidité opérationnelle de la cible : Scholz Recycling est une société strictement in bonis, dotée d'une gouvernance autonome et d'une structure financière saine. Son activité est préservée des difficultés de Chiho.
2. L'opération, ouverte à la concurrence, se réalise à des conditions de marché. Le choix de Derichebourg comme meilleur enchérisseur reflète la force de son bilan financier, la pertinence de son positionnement commercial et de sa stratégie industrielle.

La transaction est soumise à la réalisation de conditions suspensives usuelles en la matière incluant les autorisations au titre du contrôle des concentrations et des investissements étrangers.

La réalisation définitive de l'opération devrait intervenir au second semestre 2026.

2 Comptes consolidés semestriels intermédiaires 2026

Il convient de mentionner que, même si le groupe cherchera à conclure rapidement la transaction, Chiho conserve la faculté, jusqu'à la réalisation définitive de l'opération, de désintéresser les créanciers gagistes pour obtenir la mainlevée des sûretés, comme c'est la règle dans les processus de mise en jeu des sûretés et de nomination des « receivers »

3 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2026

BM&A

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

ERNST & YOUNG Audit

Derichebourg

Période du 1^{er} octobre 2025 au 31 mars 2026

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

BM&A
11, rue de Laborde
75008 Paris
S.A.S. au capital de € 1 200 000
348 461 443 R.C.S. Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT
19, rue de Presbourg
75116 Paris
S.A.S. au capital de € 300 000
539 769 729 R.C.S. Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Derichebourg

Période du 1^{er} octobre 2025 au 31 mars 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Derichebourg, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2025 au 31 mars 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, Paris et Paris-La Défense, le 28 mai 2026

Les Commissaires aux Comptes

BM&A

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

ERNST & YOUNG Audit

Gilles Rabier

Thierry Denjean

Sébastien Vouaux

4 Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Derichebourg et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 28 mai 2026

Monsieur Abderrahmane EL AOUFIR
Directeur général